

Guinée

Rapport d'Analyse

Vendredi, 25 janvier, 2013

Table des Matières

1. Introduction	3
2. Résumé	4
3. Les élections de 2010.....	22
a. Sagem Sécurité	23
Informations Générales	23
b. Sabari Technology	26
c. L'Élection présidentielle et la première participation de Waymark.....	34
d. Les litiges concernant les résultats électoraux.....	38
e. La connexion Sud Africaine.....	41
f. Waymark Infotech Ltd.	44
4. Droits de l'homme et violations des libertés fondamentales dans la République de Guinée.....	50
5. Président Condé et son Entourage.....	55
a. Rapport sur son Entourage - rapport AMI	55
i. Le clan familial	55
ii. Les conseillers principaux.....	55
iii. Soutien extérieur	55
iv. Le secteur public.....	55
v Les opérateurs privés	55
vi. les intermédiaires.....	55
b. Le Business de Aboubacar Sampil (Buba)	56
6. Le président Condé et les investisseurs privés	62
a. Dren Newpan	62
b. Ivor Ichikowicz.....	62
c. Tokyo Sexwalle / Marc Wilcox.....	63
d. Walter Hennig.....	64
e. Och-Ziff / Daniel Och-Ziff	67
f. Les banquiers: Iain Hanam & Lloyd Pengilly	68
g. Bernard Kouchner	68
h. François de Combret.....	70
5. Les Scandales Qui Ont Entaché Le Secteur Minier Guinéen.....	73
A. General	73
B. La Carte des Projets Miniers Guinéen	73
C. Scandale de la CIF - Sonangol - Bellzone.....	74
D. Le scandale Palladino	75
E. Le Scandale AIOG avec l'Arrivée des Chinois par la porte Arrière.....	77
F. Le scandale BTG Pactual.....	80
G. L'affaire Rusal et Alpha Condé.....	81
H. Le scandale de la compagnie minière de bauxite, CBG avec Mubadala (UAE).....	83
Acronymes	86

1. Introduction

Nous sommes fiers de vous présenter ce rapport d'analyse qui décrit les actions délibérées prises par Alpha Condé et son entourage proche, tout au long du processus de sa campagne présidentielle en 2010, et les deux tours des élections, en vue de devenir le président de la République de Guinée.

Notre analyse démontre les efforts inlassables et préméditée d'Alpha Condé en passe de saisir le contrôle entier de la commission électorale (CENI), du registre électoral via les opérateurs électoraux, ainsi que l'ensemble du processus électoral, et ce, afin d'influencer et de garantir le résultat de sa victoire aux élections présidentielles guinéennes. Pour ce faire, Alpha Condé par le biais de son entourage, a reçu un soutien parmi des bienfaiteurs de la communauté sud-africaine Intelligence (SAAS) et l'appui technique et financier du gouvernement sud-africain.

Il existe des preuves convaincantes outre pour déduire que ce même modus operandi sera suivie lors des prochaines élections législatives, qui ont été annoncées pour le premier trimestre de 2013, malgré les protestations exprimées par les partis de l'opposition contre les problèmes mentionnés ci-dessus.

En outre, les efforts Alpha Condé, conjointement avec son entourage, en particulier avec l'aide de son fils, Mohamed Alpha Condé, en vue de réaliser d'importants gains de capitaux privés axés sur les ressources naturelles de la Guinée, notamment par la «conversion ou vente» des actifs miniers guinéens et les participations de l'État dans les projets miniers, au détriment du peuple de la Guinée, demeure des sujets de grande préoccupation.

Nous avons été étonnés par la quantité d'actions illégales qui nous avons pu identifiés. En outre, plusieurs activités suspectes ont été identifiées à travers nos enquêtes, mérite d'être plus amplement examinées. Les actions illégales qui ont été effectuées avant et pendant la présidence d'Alpha Condé et son entourage ont augmenté dans leur niveau de sophistication au fil du temps.

2. Résumé

La manière dont le président Condé a pris le pouvoir en Guinée, porte la marque d'un plan machiavélique préconçu mis en exécution une fois les élections présidentielles étaient en vue. Pour gagner les élections présidentielles à partir d'une maigre score de 18,3% du vote général au premier tour, il y a eu nécessité de : contrôler la Commission électorale nationale indépendante (CENI); acquérir le soutien du président sortant et le chef d'état-major des forces armées, et de construire une alliance avec un gouvernement étranger puissant en Afrique qui pouvait le soutenir financièrement et techniquement afin de jauger le processus.

C'est exactement ce que Alpha Condé, avec l'aide de son fils Mohamed et de son protégé, Aboubacar Sampil, ont fait, avant les élections présidentielles de 2010. En outre, Alpha Condé a créé son régime avec l'aide financière et technologique de politiciens et d'individus du renseignement en Afrique du Sud, avec l'aide de l'intérieur de la Commission électorale (CENI) et avec le soutien du président sortant du gouvernement de transition, Sekouba Konaté. Depuis qu'il a pris les rênes du gouvernement en Décembre 2010, Condé le président, et son fils Mohamed ainsi que plusieurs de leurs proches collaborateurs, ont été impliqués dans maints scandales politiques et économiques, certains sont liés au désir du président de permettre à ceux qui l'ont aidé à se faire élire d'en profiter à leur tour et d'autres visent à nourrir sa richesse personnelle.

Nous avons divisé le reste du document en 16 allégations distinctes contre le président Condé et son entourage.

1. Condé avait prémédité de saisir la présidence de la Guinée avec: le financement et l'assistance technique de l'Afrique du Sud, le contrôle de la Commission électorale indépendante et avec l'aide du président sortant, Konaté.

Avant le premier tour de l'élection présidentielle, Alpha Condé a tenu deux réunions en Afrique du Sud. La première réunion eu lieu en Avril 2010 avec le Président Zuma, et le second un mois plus tard (en mai 2010) avec les services secret sud-africain, la « SAAS », où il a, sollicité une assistance technique et financière afin de se garantir les résultats lors des élections présidentiel en Guinée en échange d'une promesse faite à ses bienfaiteurs de leur assurer un accès aux actifs miniers Guinéens. Il existe des preuves que le fils de Condé, Mohamed Condé et son protégé complice Aboubacar Sampil ont été impliqués dans l'organisation de ces réunions et de ces négociations. L'un des participants à la réunion de Condé avec les services d'Intelligence

Sud Africain est prétendument M. Hein Van Niekerk qui a été présenté à Mohamed Condé via Abubacar Sampil. Afin de donner à son fils une couverture suffisante pour mener à bien cette mission secrète, le président Condé a déclaré publiquement que Mohamed, qui parlait mieux l'anglais, l'aidait à la coopération avec l'Afrique du Sud. Les membres de l'opposition en Guinée, à maintes reprises, ont affirmé que Mohamed Condé a travaillé, dans le passé, pour une société sud-africaine nommée "Waymark Infotech», une société que l'on dit avoir orchestré sa victoire aux élections présidentielles, une entreprise que nous soupçonnons n'être autre qu'un outil des services secrets Sud Africain, la SAAS.

Immédiatement après les réunions de Condé en Afrique du Sud, une équipe de Waymark, sous les auspices de la SAAS, est arrivée en mai 2010 à Conakry pour présenter à la CENI le système Waymark. Après de brèves discussions, à la fin de mai 2010, VP Louceny Camara de la CENI a annoncé qu'ils avaient choisi Waymark pour la révision de la liste électorale. Un accord a été signé entre la CENI et Waymark en Juin 2010, le mois du premier tour de l'élection présidentielle.

L'un des accomplissements importants du voyage en Afrique du Sud avait été de lever 50 millions de dollars pour financer la prise de contrôle du gouvernement. L'argent a été transféré d'une société sud-africaine nommée "Palladino". \$20 millions ont été désignés pour le président par intérim Sékouba Konaté pour «traiter» l'opposition, 10 millions pour le chef d'état-major, et le reste pour financer la campagne. Plusieurs individus sont à l'origine du don généreux: de ENRC, Alexander Mashkevich (qui c'est rendu à plusieurs occasions à Conakry) et les hommes derrière Palladino, Mosima Gabriel "Tokyo" Sexwale un homme d'affaires et politicien (ministre) Sud Africain et son partenaire Walter Hennig. Avant les élections, une somme de 25 millions de dollars aurait été transféré et le reste, 25 millions de dollars, ont été transférés sous forme de prêt après les élections (en Avril 2011). Le prêt accordé était un montage en échange d'une participation à hauteur de 30 pour cent dans la future Société minière d'Etat Guinéen, qui devait être mis en place suite à l'annonce d'un nouveau code minier qui garantirait l'État d'énormes participations gratuites (15% *free carry*) dans tous les projets miniers du pays. Une affaire que l'on réfère aujourd'hui étant «le scandale Palladino". Pour ses bienfaiteurs en Afrique du Sud ceci était un retour sur investissement réussi en échange de l'appui d'Alpha Condé dans sa quête pour s'emparer de la présidence.

L'objectif principal d'Alpha Condé au premier tour des élections (en Juin 2010) était d'empêcher à tout prix que son principal adversaire Cellou Dalein Diallo, ne réalise plus de 50% des voix, afin qu'un second tour aurait lieu. L'objectif secondaire était d'empêcher un autre candidat puissant de l'opposition, Sidya Touré, ne sécurise la deuxième place. Ces objectifs ont été atteints, avec l'aide de ses partisans au sein de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), particulièrement via son vice-président Louceny Camara.

Avant le premier tour de scrutin, les données biométriques de quelques 462.780 électeurs inscrits (plus de 10 pour cent de l'électorat) n'ont pas été traitées. Ces électeurs ont donc dû utiliser leur reçu pour voter sur la liste complémentaire au premier tour et ont reçu des cartes non biométriques pour le second tour. Après le premier tour tenu le 27 Juin 2010, la Cour Suprême a annulé pas moins de 900 000 voix, plus d'un quart des 3,3 millions de suffrages exprimés, en raison d'irrégularités de procédure. En outre, la liste des irrégularités incluait des PV non signés ou de résultats exagéré, des non transferts par des bureaux de vote, et un nombre de votants supérieur au nombre enregistré etc. Une évaluation post-électorale a révélé pas moins de 45 problèmes avec le bulletin de vote.¹ Des lors, le taux de participation est passé de 77% à un montant nominatif de 52%. Les irrégularités ont par ailleurs été chaudement débattues: La mission d'observation électorale de l'Union européenne a déclaré que des certaines des votes annulés par la Cour suprême ont été soit annulés au motif qu'ils n'ont pas été communiqués alors qu'ils étaient en fait disponibles à la CENI, mais le tribunal n'a tout simplement pas demandé de le leur communiquer.²

Il est frappant, qu'en Septembre 2010 (deux mois avant le second tour) Louency Camara, a été condamné à un an de prison. La charge principale était que Camara a confisqué les décomptes de 109 bureaux de vote à Conakry - des zones d'appui solide pour Diallo - et probablement ceci aurait coûté à Diallo une victoire au premier tour, et aurait affaibli Siya Touré de sa seconde place au premier tour. Les actions de la CENI combinées à la violence contre les partisans du principal rival, Diallo, ont assuré la participation de Condé au second tour de l'élection présidentielle. Les actions de la CENI combinées avec la violence lancée contre les partisans de Diallo, assurée par une transactions financières avec le chef d'état-major de l'armée, ont en outre permis la participation d'Alpha Condé au second tour de l'élection présidentielle.

Après le premier tour de l'élection, Condé, qui avait gagné seulement 18,3% des voix au vote général (contre Diallo qui lui avait remporté 43,7%), active la stratégie Sud Africaine d'assistance technique, Waymark Infotech. Peu de temps après, l'Afrique du Sud annonce publiquement qu'il aidera la Guinée dans son processus électoral, à titre gratuit. Le contrôle de Condé au sein même de la CENI signifie aussi qu'il réussira à reporter le second tour des élections pendant plusieurs mois afin d'incorporer pleinement "Waymark Infotech" au détriment d'une autre société française nommée «Sagem».

Sagem, financé par l'Union européenne à travers la PNUD, a été chargé à ce moment-là pour le registre informatisé et la production des cartes d'électeurs, mais la collecte de données pour le

¹ Voir "elections presidential 2010. Rapports de Synthèse" the Republic of Guinea, Ministry of Territorial Administration and Decentralisation and the Independent National Electoral Commission, 26 March 2011, pp 26-28.

² Idem

registre avait été effectué par la CENI à travers plus de 900 commissions de recensement opérant à travers le pays.

Après le premier tour des élections, les partis politiques ont exprimé une forte méfiance dans les institutions électorales. En plus des vrais problèmes techniques et organisationnels ainsi que de leur interprétation et de leur instrumentalisation, le nouveau registre électoral élaboré par la CENI a été vivement contesté.

En Septembre 2010 (deux mois avant le second tour) une équipe de 6 ingénieurs de Waymark Infotech est arrivé à Conakry. Peu de temps après une série de vols d'ordinateurs ont tourmenté la CENI, de facto, limitant la capacité de l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie), de surveiller de manière efficace les élections.

"Waymark Infotech" a été sélectionné, malgré que celle ci avait été accusé d'actes illicites au Zanzibar en 2005, après avoir ajouté environ 2000 civils fictifs à la liste d'inscription de l'électeur et un *modus operandi* similaire dans la République démocratique du Congo (RDC) avec les kits 2000 kites Waymark qui apparemment ont permis la création de plusieurs millions d'électeurs fictifs inscrits.³ Waymark n'était par ailleurs pas un fournisseur technique agréé par l'ONU pour les élections nationales. Par conséquent, il n'est pas surprenant que, après le second tour des élections en Guinée, il a été découvert que dans certaines régions il y a eu plus de votes que de nombre de personnes inscrites. La période précédant le second tour a également été marquée par la violence lourde contre le groupe ethnique «Peuls», les partisans du candidat à la présidentielle, Diallo. Derrière la violence se cachait en partie, le président Sekouba Konaté chef du gouvernement de transition et son chef de cabinet. Les actions de Sékouba Konaté lors des élections ont soulevé des soupçons qu'il ait agi en faveur d'Alpha Condé, et qu'il avait reçu de l'argent pour cela. Pour améliorer ses chances au second tour, Alpha Condé et son parti le RPG, a réussi à rallier à sa cause 12 candidats du premier tour et il a également obtenu le soutien d'un candidat qui était arrivé quatrième, Lansana Kouyaté (PEDN), avec 7,04% des voix au premier tour. Ils ont formé une coalition nommée « Arc-en-ciel ». Diallo a obtenu le soutien de Sidya Touré (UFR).

Alpha Condé (RPG) a remporté le second tour des élections avec 52,5% des voix. Cellou Dalein Diallo (UFDG), a remporté 47,48%, ceci après avoir remporté 43,69% au premier tour et malgré le soutien au second tour de Sidya Touré (UFR), qui était arrivé en troisième position au premier tour avec 13,02% des voix.

³ <http://www.cheikfitanews.net/article-communication-face-a-face-ceni-aprodec-a-propos-du-fichier-electoral-89514995.html>

Les deux candidats ont alors revendiqué la victoire, avec Diallo exprimant qu'il n'accepterait pas les résultats provisoires de la CENI jusqu'à ce que ses plaintes d'irrégularités électorales aurait été enquêtée. En outre, le parti Diallo UFDG a accusé les autorités de la transition d'avoir laissé délibérément à Alpha Condé le temps de consolider sa coalition et de mobiliser son électorat afin d'organiser toutes sortes de fraudes.

Après que Condé ait été déclarée en avance gagnant, certains membres du groupe ethnique peul (qui ont largement soutenu Diallo) se sont alors révoltés, barricadés les routes et détruit des maisons et entreprises de certains Malinkés qui soutenait Condé.

Le 18 Novembre 2010, l'armée déclare l'état d'urgence. Nouhou Thiam, le chef des forces armées, proclame le décret à la télévision d'Etat qui interdisait tout civils de se rassembler dans les rues, tandis que les militaires et le personnel de sécurité auraient liberté de mouvement. Il a déclaré que le décret serait en application jusqu'à ce que la Cour suprême proclame les résultats officiels définitifs des élections, qui devaient avoir lieu avant le 24 Novembre 2010.

Condé est finalement proclamé président le 21 Décembre 2010.

En prenant le pouvoir, Condé prend le contrôle de toutes les institutions fédérales et en particulier l'armée et l'industrie minière. Pour ce dernier, il nomme Mohamed Lamine Fofana comme ministre des Mines et de la Géologie. Dans le même temps, il nomme son neveu Guillaume Curtis en tant que secrétaire général du ministère des Mines pour contrôler et surveiller le ministre Fofana.

Le Président nomme son fils Mohamed comme conseiller (avec un accent particulier sur les questions liées à l'Afrique du Sud) et lui accorde un bureau sur le côté gauche du rez-de-chaussée du palais présidentiel, un bureau qu'il partage avec Mohamed Abubacar (Buba) Sampil un bon ami et protégé de la famille.

La nouvelle administration de Condé a depuis dupé le monde en se faisant passer pour une administration qui prônait l'avènement d'une nouvelle ère de transparence et une fin à la spoliation de cette terre riche en ressources naturelles. Le président Condé aurait ainsi habilement trompé Tony Blair et son organisation Africa Governance Initiative (ce que Blair semble regretter aujourd'hui). Condé a également sollicité l'aide du milliardaire George Soros et de son équipe juridique afin de formuler un nouveau code minier qu'il a ensuite utilisé pour son propre bénéfice, immédiatement après, pour négocier avec les miniers et lui permettre de « revendre » rapidement les participations à ses bienfaiteurs Sud Africain.

Tout en essayant de dépeindre au monde une nouvelle image de la démocratie et de la bonne gouvernance pour son peuple, Le président Condé a utilisé la légitimité acquise de par les personnalités publiques telles que Tony Blair et George Soros à poursuivre discrètement ses plans pour accumuler de la richesse personnelle à travers les magouilles de son entourage proche, coordonné par son fils Mohamed.

2. Le Président Condé a échoué dans son plan d'allouer des morceaux de l'industrie minière Guinéenne à ses bienfaiteurs Sud Africain.

Seulement trois mois après sa prise de fonction le président Condé a commencé à rembourser ses bienfaiteurs en Afrique du Sud. En Mars 2011, il a signé un protocole d'accord avec l'homme d'affaires Sud Africain, Walter Hennig, donnant droit à son entreprise Floras Bell un droit de premier refus sur la participation de la nouvelle Société minière Guinée - Société du patrimoine minier (A cette époque il n'y avait pas encore cette société, la société guinéenne du patrimoine minier SOGUIPAMI a été établi que 5 mois plus tard en Août 2011) et ses projets minier. M. Hennig dirige ce processus en représentant ses partenaire, dont l'homme politique et homme d'affaires Tokyo Sexwale (e ministre des établissements humains en Afrique du Sud) et

également l'un des partenaires silencieux, tel que Och-Ziff Capital et des individus liés à ENRC, tel que Alexander Machkevicz.

Sexwale est néanmoins considéré comme l'initiateur derrière les deux véhicules britanniques enregistrés au British Virgin Island (BVI), les sociétés Palladino Holdings et Floras Bell, qui sont gérés par Walter Hennig. En Avril 2011 Walter Hennig a ainsi conclu un accord secret avec Alpha Condé afin de transférer des actifs miniers d'une valeur de plusieurs milliards de dollars appartenant à des sociétés telles que BHP Billiton et Rio Tinto à l'intermédiaire Sud Africain, Palladino Capital. L'accord comprend un prêt de 25 millions de dollars au gouvernement guinéen pour financer le démarrage d'une nouvelle Société minière d'État. Derrière Walter Hennig et l'accord de 25 millions de dollars de prêts, étaient Sexwale, Mark Willcox, le directeur général du groupe Mvelaphanda, et plusieurs autres hommes d'affaires Sud Africain, Polonais et Britannique. L'accord a été signé par le ministre des Finances Guinéen, Kerfalla Yansané, le ministre des Mines, Mohamed Lamine Fofana et Samuel Mebiane, qui a été assigné comme « mandataire » pour Palladino. Ce prêt de 25 millions de dollars n'a jamais été révélé publiquement aux Guinéens, ou déclaré dans le budget national. L'argent aurait disparu et étrangement n'a pas été examiné par la banque centrale, le ministère de la finance ou des mines. Les conditions du prêt comportaient une clause de défaut qui donnait au prêteur une participation juteuse de 30 pour cent dans la société minière d'État Guinéen. Une participation de trente pour cent est particulièrement importante vis-à-vis du nouveau code minier de la Guinée conçu par les conseillers du milliardaire George Soros et le propriétaire commerçant sud-africain de Palladino, Walter Hennig. Le code a été adopté en Septembre 2011 (5 mois après la signature du prêt de Palladino), après que le code était en place une commission chargée d'examiner les accords signés durant les jours chaotiques entre la fin de la dictature en 2008 et l'arrivée de Condé au pouvoir. Il a également donné à la société minière d'État le droit de prendre 15% de participations gratuites dans toutes les mines du pays, en plus d'une tranche additionnelle de 20% au taux du marché. Cela signifiait que les opérateurs miniers étrangers perdaient d'un coup des milliards de dollars d'actifs et des bénéfices en plus d'être pénalisés sur un doublement des « royalties » calculées sur le prix du LME et non du FOB comme il est de d'ordinaire et une augmentation de la taxe douanière à 8 pour cent.

Alpha Condé a aussi rapidement annoncé qu'il mettrait en place une commission pour examiner les accords conclus durant la période chaotique entre la fin de la dictature en 2008 et son arrivée au pouvoir.

L'éclatement du scandale Palladino a choqué l'industrie minière tout entière, ainsi que les organisations internationales telles que le FM, la SFI et le peuple guinéen. Plus précisément, ce plan était en totale violation du Code minier, d'un processus d'appels d'offres ouverts, de la bonne gouvernance et de transparence.

3. Le président Condé a dirigé un programme systématique visant à terroriser les grandes entreprises afin de leurs extraire des centaines de millions de dollars en compensations et afin de les amener à «volontairement» renoncer à une partie (ou tout) de leurs actifs.

Condé ne perdit pas de temps quand il est arrivé au pouvoir et parallèlement à son implication dans le prêt de Palladino, il avait besoin rapidement d'actifs pour alimenter et donner corps à sa Société Minière nouvellement formé, la SOGUIPAMI. Condé orchestre ainsi un plan visant à intimider les trois grands projets du pays. En mettant en place une commission de revue, il menace publiquement, par l'intermédiaire du ministre des mines et ses déclarations ou lettres, de renégocier (ou nationaliser), trois des grands projets dont il fait allégués qu'elles auraient été signés dans des conditions douteuses. Les projets visées sont : l'accord de concession de Vale BSG Resources sur Simandou, l'acquisition par Rusal de la raffinerie d'aluminium de Friguia et l'accord de Hyperdynamics qui lui octroyait des droits sur près d'un tiers des blocs pétroliers offshore de la Guinée. Une nationalisation directe n'étant pas une solution applicable, Condé décide alors d'entamer une campagne d'intimidation des entreprises afin de les amener à genoux, à accepter un règlement dans lequel ils payeraient des centaines de millions de dollars en compensation et accepteraient volontairement de céder une partie de leurs actifs, que Condé avait déjà préalablement promis de revendre à ses bienfaiteurs.

En Avril 2011, l'administration de Condé et Rio Tinto ont conclu un accord, un précédent, dans lequel Rio Tinto accepte, afin de maintenir sa concession, et a être autorisé à poursuivre le développement de ses blocs 3 & 4 via sa JV avec Chinalco, de payer 700 millions de dollars au gouvernement et d'offrir une participation allant jusqu'à 35% du projet au profit du gouvernement. Pour ce projet estimée de 10 milliards à 20 milliards de dollars. Rio Tinto par le biais de sa filiale Simfer SA, s'est engagé à construire la route d'exportation du minerai à travers le territoire Guinéen en partenariat Joint Venture avec le gouvernement. Le tracé, qui sera construit avec le gouvernement, signifiera la construction de près de 700 km de voies ferrées, 35 ponts et une jetée de 11 km des côtes. Rio affirme que sa production commerciale débutera en 2015, même si elle reste toujours en attente des décisions gouvernementales en matière de la logistique et du financement des infrastructures.

Pour faire face aux préoccupations d'ordre éthique ou concernant la gouvernance, le paiement de règlement des 700 millions de dollars se fait directement au Trésor public de la Guinée. Les militants de la transparence soutiennent néanmoins que le paiement a été tenu à l'écart de tout contrôle officiel et transparent. Un haut fonctionnaire du ministère des Finances aurait déclaré un journal Guinéen en Mars 2012 que: "tout porte à croire que cette somme a été

détournée par le président Alpha Condé et sa famille parce que, à ce jour, aucun centime de cette somme énorme n'aurait été imputé."

En même temps en Avril 2011, Condé visa RusAl en utilisant un rapport commandé en Janvier 2010 de la société américaine Alexander Stewart International (ASI). Condé menace de nationaliser la raffinerie d'alumine de Friguia (prétendument acheté pour quelques centimes ; RusAl aura payé 19 millions de dollars en 2006 pour la raffinerie) et exigé auprès de RusAl pres de 1 milliard de dollars en compensation pour la perte de revenus liés à la privatisation de Friguia en 2006.

En Septembre 2011 le président Condé signe un accord avec RusAl sur la dette basée sur l'audit de ASI, qui estime que les manquements du groupe Russe à honorer ses promesses avait coûté à la Guinée 836million \$. Cette accord aurait été exécuté par l'assistance de Mohamed Condé et avec l'aide de Aboubacar Sampil qui entretient des liens personnels et particuliers avec Pavel Vassiliev, l'homme de Rusal. Entre temps, il apparaît, que Oleg Deripaska offre au Président Condé un avion privé à utiliser lors de ses déplacements à l'étranger. Le sort de la raffinerie d'alumine de Friguia n'est pas encore clair. Il y avait des allégations selon lesquelles Condé désirait vendre la raffinerie aux Emirats Arabes Unis, sans appel d'offres. La raffinerie d'alumine de Friguia et son acquisition dans des conditions soi disant trouble en 2006 reste toujours à l'étude.

À la fin de 2012, Alpha Condé a pris contact avec les autorités russes et des investisseurs afin de les inviter à Conakry pour une réunion le 14 Février 2013. La délégation russe en Guinée sera dirigée par le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, un ami du leader guinéen. La Russie compte inclure le directeur général de l'UC Rusal, Oleg Deripaska avec laquelle la Guinée a signé une clause pour la modification du programme des travaux du développement de l'énorme projet Dian Dian de bauxite et d'alumine, cela juste avant Noël 2012.

Pendant son séjour à Conakry, M. Lavrov examinera également la possibilité de reprendre les opérations à la raffinerie d'alumine à Frigula qui a été inactif pendant les neuf derniers mois à la suite d'une grève et des problèmes de trésorerie du groupe russe. Il sera également question de la protection des investissements russes en Guinée. Il peut être rappelé que la société Alex Stewart International avait conclu dans un rapport présenté le 13 janvier 2010 que l'UC Rusal devait payer près de 1 milliard de dollars en compensation pour la perte de revenus liés à la privatisation de Friguia en 2006.

A fin 2012, le Gouvernement continue d'exercer des pressions sur les trois projets susmentionnés en envoyant des lettres rédigées par les avocats de George Soros, au nom du gouvernement et de son Comité ad hoc pour la révision des contrats miniers, pour intimider les trois sociétés de par des allégations d'accusations scandaleuses, afin d'amener les entreprises à

leurs genoux et de convenir d'un règlement aux conditions du gouvernement. Alpha Condé semble ainsi plus que jamais à la hâte pour obtenir des injections de liquidités et d'actions pour ses engagements personnels et les plans communs de ses bienfaiteurs. Fait intéressant, **ces pressions sont annoncées et poursuivies à la même période que les annonces de la tenue d'élections législatives.**

En ce qui concerne les accusations soulevées par le gouvernement via une lettre du Comité technique rendue publique par la presse et ciblée à BSGR spécifiquement, cette dernière société nie ouvertement les accusations dans un communiqué de presse et annonce son intention de les réfuter fermement et de défendre leurs droits légaux.

En outre, plusieurs rapports indépendants juridiques semblent prétendre que le processus initié par Alpha Condé à travers le processus d'examen technique est illégal et contraire à la procédure régulière, le code minier du pays et la constitution guinéenne, mais cela ne semble pas dissuader le gouvernement de poursuivre sa "stratégie de négociation".

Ainsi, parallèlement au processus annoncé publiquement par le gouvernement en ce qui concerne les accusations, le président Alpha Condé, envoie plusieurs intermédiaires pour tenter de "négocier" une transaction dans les coulisses avec les trois sociétés susmentionnées: Vale BSGR, Rusal et Hyperdynamics. L'un des intermédiaires n'est autre que le Président du Comité technique, Nava Touré, qui semble ainsi livrer un message troublant pour les investisseurs ayant les pouvoirs de juge, procureur et négociateur tout à la fois.

En ce qui concerne Rusal, Vale BSGR et Hyperdynamics, le gouvernement entame des négociations intenses à la fin de 2012 afin de remplir les caisses avec les potentiels règlements qui pourraient bénéficier au gouvernement, le président et son entourage personnellement, tout en permettant aux bienfaiteurs habituels en arrière-plan d'atteindre leurs objectifs de confiscation de ces biens. Les négociations du gouvernement avec ces sociétés sont toujours en cours.

Plus généralement, le 18 Décembre 2012 le ministre des Mines, Mohamed Lamine Fofana a déclaré que plus de 75% des permis miniers accordés par la Guinée avant 2011 étaient inactifs, et devrait par conséquent être annulée.

4. Le président Condé fils Mohamed et son protégé Aboubacar Sampil ont vendu une partie d'un bien appartenant au peuple de Guinée à une entité commerciale des Émirats arabes unis.

Mohamed Alpha Condé, fils du président Condé a pris un vif intérêt dans la Compagnie des Bauxite de Guinée (CBG) depuis que son père est devenu président. Dans le passé, le gouvernement de la Guinée détenait une participation de 49% dans la CBG aux côtés de son partenaire Halco Mining (une joint-venture entre Alcoa et Rio Tinto Alcan), qui détient les 51% restants.

En Décembre 2011 - Mohamed Alpha Condé et son partenaire Aboubacar Sampil participe aux négociations pour vendre 23% de la compagnie de bauxite CBG à une société d'État des Emirats Arabes Unis dans le Golfe arabe.

Le ministre Mohamed Lamine Fofana et Waleed Al Mokarrab Al Muhairi, directeur des opérations de la Mubadala Development Company (MDC) des Emirats Arabes Unis, signe ainsi un accord-cadre de vente allant jusqu'à 23% du capital de CBG appartenant à l'État.

Cette initiative lancée par Mohamed Condé dan l'ombre, à l'insu des autres actionnaires, provoque la colère chez Alcoa et Rio Tinto Alcan, qui contrôlaient ensemble 51% de la CBG via Halco. En fin de compte la résistance de ces actionnaires semble avoir empêché le transfert des actions au MDC.

Toutefois, en Novembre 2012, la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG) signe un autre contrat d'approvisionnement à long terme avec les Emirats arabes unis pour la bauxite, la matière première principale en aluminium. Bien que la CBG n'a pas fait état de la durée ou de la valeur du contrat qui a été conclu avec le «fonds d'investissement Mubadala Development Co Emiratie, le ministre Guinéen des Mines, Mohamed Lamine Fofana a été cité comme disant lors de la cérémonie de signature à Abu Dhabi que l'accord permettra de rajouter 500 millions de dollars au produit intérieur brut de la Guinée.

5. La nouvelle société minière d'État SOGUIPAMI a indirectement transféré une partie des actions de la Guinée dans la JV d'infrastructure avec Simfer SA et la SFI dans Simandou a des entreprises chinoises.

La SOGUIPAMI a finalement été créée en Août 2011 avec Ahmed Kanté, ancien ministre des mines nommé en tant que PDG. Il n'a pas fallu longtemps avant que la nouvelle Société minière d'Etat entre en partenariat avec AIOG (Afrique Iron Ore Group Limited) sans aucun processus d'appel d'offres formel ou transparent. La connexion entre AIOG et Mohamed Condé aurait été

facilitée par **Arnaul Houndete**. Une délégation conduite par le président d'AIOG, Ethelbert Cooper, est arrivé pour les discussions à Conakry. Dans la délégation était aussi M. Bother, vice-président de la Standard Bank en Afrique du Sud (détenu a 25% par ICBC Chine).

AIOG et SOGUIPAMI ont alors formé en Décembre 2011 une joint-venture nommée IMG (Infrastructures Minières de Guinée Holdings Ltd), dans laquelle la SOGUIPAMI détiendrait 60% et AIOG 40%. La SOGUIPAMI et AIOG allaient travailler ensemble dans le cadre d'IMG dans le développement et le financement de l'infrastructure pour le projet de mines de fer de Simandou. IMG devenait ainsi la Société JV qui détiendrait la participation des 51% du gouvernement de la Guinée dans SPV Simfer, le véhicule à usage spécial qui était établi pour détenir et gérer la construction et l'exploitation des infrastructures intégrées, y compris le port en eau profonde et le chemin de fer, pour le minerai de fer de Simandou Sud. Rio Tinto, Chalcoc et la SFI auraient chacun des intérêts dans les 49% restants de la SPV Simfer. Chacun des actionnaires de la SPV Simfer devra financer ainsi le coût des infrastructures au pro-rata de leur participation. Le ministre des Mines et de la Géologie, Mohamed Lamine Fofana, incarnerait le rôle de président d'IMG.

Ainsi, il est fort probable que le calcul de la structure d'actionnariat du projet Simandou dans les blocs 3 et 4 serait dans l'avenir comme suit: GOG: 35% RT: 31,49%, Chinalco: 30,26% et la SFI 3,25%.

Dans Newco SPV Simfer (la JV pour les infrastructure), le gouvernement détiendra 51 pour cent selon la division suivante: SOGUIPAMI 60% et 40% à AIOG.

Parallèlement à la joint-venture - IMG avec la Guinée pour le Simandou / SPV Simfer, AIOG a signé un accord de relation avec IMIC (International Mining Infrastructure Corporation). D'après une annonce datée d'avril 2012, AIOG a signé le 30 Novembre 2011 (avant la création de l'entreprise commune AIOG & SOGUIPAMI) un accord régissant leurs relations. IMIC a également annoncé son premier projet commun avec AIOG en vertu du présent Accord en Guinée sur le projet des infrastructures intégrées pour le minerai de fer de Simandou Sud. L'Accord gère ainsi la relation et la collaboration exclusive entre IMIC et AIOG pour acquérir, financer et développer les projets d'infrastructure intégrées en Afrique. Dans le même laps de temps IMIC a signé en amont 3 accords avec des entreprises chinoises: 19 Avril 2012 - avec China Railway Group Limited, 23 Avril 2012 - avec la China Machinery Engineering Corporation (CMEC), 24 Avril 2012 - avec Metalurgical of China Limited.

Il convient de mentionner que, en été de 2012, la SOGUIPAMI a signé deux MoU en Chine, avec Gezhouba Group International Engineering Co. Ltd (CGGC) et avec Auspicious Team Investments Ltd

La capitalisation boursière de IMIC au début de 2013 atteint son niveau record, environ 20 millions \$. Il est intrigant par conséquent d'expliquer comment un tel junior aurait réussi à convaincre le gouvernement guinéen qu'il serait en mesure d'aider à financer les quelques milliards de dollars nécessaires pour financer sa quote-part du coût des infrastructures, chemin de fer et port, associé à Simandou Sud.

En Avril 2012, le gouvernement de la Guinée a nommé une commission de 16 membres pour gérer le processus de revue des contrats minier, et nommée le conseiller du président sur les questions minières, Ahmed Kanté, en tant que directeur exécutif à temps plein dans SOGUIPAMI.

6. Le protégé de Condé, Aboubacar Sampil, a été nommé administrateur non-exécutif de Sable Mining Africa Ltd (SBLM) deux mois après l'acquisition par Sable d'un permis d'exploration de 123,5 km² dans la région du Mont Nimba.

L'entreprise d'Aboubacar Sampil a fleuri depuis les élections présidentielles. En Avril 2012 Sampil a été désigné comme administrateur non exécutif de Sable Mining Africa Ltd (SBLM). En Février 2012, Sable Mining Africa a acquis un permis d'exploration de 123.5 km² dans la région du Mont Nimba, au sud-est de la Guinée, à travers sa filiale détenue à 80% West Africa Exploration SA. Sampil est un administrateur dans les deux sociétés. En outre, le président de Sable Mining Africa Ltd, Philippe H. Edmonds et le PDG Andrew Groves Stuart, sont connectés via Agriterria Ltd, qui détient un contrat de concession pour la construction et l'exploitation d'un terminal industriel et commercial dans la zone Est du Port de Conakry en Guinée.

Les liens étroits entre Alpha Condé et Mohamed Aboubacar Sampil, partageant un même bureau au palais présidentiel, en étant impliqué activement dans l'entreprise minière et les négociations gouvernementales (comme ce fut le cas avec Mubadala et UC Rusal) soulève de sérieuses questions quant à la structure et le modus operandi de Sampil et indirectement l'affairisme de Mohamed Condé.

7. Des Allégation sérieuse de l'Opposition en Guinée prétendrait que Condé aurait transféré 150 millions de dollars, reçu comme un crédit de l'Angola, dans des comptes privés.

En Février 2012 - L'Angola a offert un crédit de 150 millions de dollars à la Guinée pour répondre aux besoins fondamentaux de la population. Selon les affirmations d'abord mis en lumière par le vice-président de l'UFDG Bah Oury, Condé aurait fait un usage personnel des 150 millions de dollars, et aurait ainsi transféré l'argent sur des comptes privés, utilisant apparemment des arrangements financiers très complexes pris en charge par des sociétés écrans créées à cet effet.⁴

8. L'appel de l'opposition Guinéenne pour une intervention internationale, accusant le président Condé de contrôler la Commission électorale indépendante et l'utilisation de sociétés de technologie ambiguës pour les élections législatives.

En 2012, Condé a poursuivi son plan pour tenter de contrôler le processus d'élections à l'Assemblée nationale. Il établi une emprise ferme sur la CENI et ses deux véhicules opérationnels "Sabari Technology" et "Waymark Infotech». Des vérifications de la PNUD et de l'OIF ont démontré de graves limites techniques dans Sabari et les kits de Waymark. L'indignation de l'opposition contre ce processus corrompu à atteint un point d'ébullition après la publication dans le Sunday Times (Juin 2012) de détails révélateurs du scandale Palladino et des relations corrompues avec l'Afrique du Sud.⁵

En Avril 2012, l'opposition Guinéenne, l'Alliance pour la démocratie et le progrès (ADP), un collectif de partis politiques pour l'achèvement de la transition en République de Guinée, a envoyé une note convaincante à Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies. La notes traite la situation socio-politique en République de Guinée, concernant les maintes violations des droits de l'homme et des libertés individuelles et collectives ainsi que la corruption et le manque de transparence dans l'organisation des élections législatives.

Les élections pour l'Assemblée nationale ont été retardées à plusieurs reprises malgré qu'ils étaient censés se produire dans les 6 mois suivant l'élection présidentielle, et l'inscription des électeurs est actuellement entre les mains d'une société Pro-RPG nommé "Sabari Technologie» et une société Sud Africaine nommée "Waymark Infotech.

En Septembre 2010 - deux semaines d'émeutes ont secoué Conakry lorsque les partis d'opposition ont exigé le retrait de ces deux compagnies douteuses du processus électoral et de

⁴ http://www.lejour.info/index.php?option=com_content&view=article&id=3650:langola-propose-un-credit-de-150-millions-de-dollars-a-la-guinee&catid=8:international&Itemid=5

⁵ <http://www.ramatoulaye.com/fr/les-opinions/136-les-150-millions-de-dollars-que-l-angola-a-pretes-a-la-guinee-vires-dans-un-compte-bancaire-d-alpha-Cond%C3%A9-au-moyen-orient.html>

la restructuration de la CENI. Ces manifestations ont entraîné la démission de Louceny Camarea (le même fonctionnaire qui avait été condamné à un an de prison après le premier tour de l'élection présidentielle accusé d'avoir commis de la fraude électorale en faveur de Condé). L'opposition en Guinée refuse toujours de participer aux élections à l'Assemblée nationale dans de telles conditions.

9. Condé a tenté de mettre la main sur l'argent que le dictateur Lansana Conté aurait évacué du pays

Octobre 2012 - \$1,007,000,000 de dollars appartenant à l'ancien président général Lansana Conté serait détectés dans une banque brésilienne. Le président Condé tente de mettre la main dessus. Il aurait ainsi envoyé son fils Mohamed Condé au Brésil à plusieurs reprises tout au long de la période 2010-2012 pour tenter de les récupérer.

10. Un homme d'affaires israélien aurait financé l'avion présidentiel de Condé

Le président Condé aurait acquis un avion présidentiel. 75% du coût aurait été financé par une société israélienne, AD Consultants Ltd dirigé par Gaby Peretz. L'entreprise se spécialise dans la fourniture de services militaires et de sécurité formation et de conseil à un large éventail de clients internationaux.

11. La tentative par la CIF de saisir le projet Simandou à travers la porte arrière

Un article du Sunday Times en date du 6 mai 2012 a révélé que China International Fund («CIF») et Bellzone avait tenté de négocier un accord avec le gouvernement guinéen, à travers Mohamed Alpha Condé, concernant le projet Simandou.⁶

Selon cet article, en Août 2011, soit quatre mois après le règlement entre Rio Tinto Simfer SA avec le gouvernement à l'égard du gisement de fer de Simandou, la CIF et Bellzone lance une offre pour le même gisement. Il promet, comme Rio Tinto Simfer SA de construire un corridor ferroviaire à travers le pays et offre 700 millions de dollars en espèces comme «remboursement anticipé de l'impôt sur l'exploitation minière et le profit».

12. BTG Pactual - Roger Agnelli et Mohamed Condé concevoir un plan pour contrôler le complexe de Simandou dans son ensemble et de conseiller le gouvernement sur les négociations avec les sociétés minières

M. Roger Agnelli, le PDG de Vale entre 2001 et 2011, et la banque d'investissement BTG Pactual (contrôlée par André Esteves) en 2012 mettent en place une joint-venture nommée B & A qui

⁶ Sunday Times, "Chinese eye Rio's African jewel; Syndicate of Hong Kong tycoons hatches secret plan to snatch world's untapped iron ore reserve from Rio Tinto, 6 May 2012

fait une offre à la République de Guinée pour devenir son financier et consultant exclusif pour toutes ses transactions avec les investisseurs portant sur le Complexe Simandou entier⁷. BTG Pactual a également offert de conseiller la restructuration des actifs de la République et a offert d'aider le gouvernement dans la recherche de financement pour ses engagements relatifs aux projets miniers.

Pour mener à bien les discussions connexes, Mohamed Condé, fils de président par intérim Condé aurait voyagé au Brésil à bord d'un jet privé en compagnie du ministre des Mines, Mohamed Lamine Fofana, ministre des travaux publics et des transports Condé Ousmane Bah et Mamadi Condé en charge de l'administration et le contrôle des grands projets⁸. Mohamed Condé aurait agi comme intermédiaire entre le gouvernement guinéen et BTG Pactual.⁹

Tel que rapporté dans la presse, "le hic, c'est le formulaire de paiement proposé par la Banque du Brésil: en espèces ou via des actifs non monétaires, tels que les réserves minérales ou des parties de chemins de fer ou du port. Comme le gouvernement est confronté à une sérieuse insuffisance, il est plus probable que BTG se ferait rémunérer avec des gisements¹⁰".

Cela a incité la VBG Joint Venture entre Vale et BSGR de mettre Roger Agnelli de BTG Pactual en demeure en Septembre 2012, de s'abstenir de interférer avec ses droits.

Récemment, la presse a annoncé que B & A à également fait une offre pour les actifs miniers BHP à Mount Nimba, et qu'il serait le soumissionnaire de préférence retenu par BHP pour acquérir leur bien guinéen. Il est peu connu sur le processus d'approbation requis par le gouvernement pour un tel accord selon le nouveau Code minier, mais les experts ont affirmé que la connexion entre Agnelli et Mohamed Condé a déjà sous entendu que le processus se déroulera sans problème.

13. Fraude à la Banque Centrale et L'Assassinat de Aïssatou Boiro

En Novembre 2012, Aïssatou Boiro, directrice du Bureau de la Trésorerie nationale de la Guinée, enquêtait sur une affaire de corruption de haut niveau, quand elle a été brutalement abattu dans sa voiture, par des hommes non identifiés dans uniforme militaire, ont rapporté des témoins, alors qu'elle rentrait du ministère du Budget à Conakry.

⁷ Exame Brazil, "Army officials on the streets of Guinea's capital: A typical and sad African image", 19 September 2012

⁸ Africa Mining Intelligence, "President's son promotes Guinea-Brazil ties", September 2012

⁹ Reuters, "Vale faces talks with former CEO Agnelli and USD 2bn outlays to stay in Simandou, Guinea iron ore project: Report", 14 September 2012

¹⁰ Exame Brazil, 19 September 2012

Des témoins ont révélé que les hommes sont sortis d'un autre véhicule qui s'était arrêté et bloqué la voiture de Boiro, puis lui a tiré deux balles, dans un assassinat planifié et organisé. Boiro avait reçu des menaces de mort, ses amis et sa famille ont déclaré à la presse.

Boiro a été nommé directrice du Trésor par décret présidentiel d'Alpha Condé au début de 2012.

Ses Co-travailleurs ont déclaré qu'elle menait une enquête sur le détournement présumé de plus de 13 milliards de francs guinéens (1,8 millions de dollars) de fonds publics, qui impliquerai de hauts fonctionnaires.

Selon Human Rights Watch, «Les Guinéens et de nombreux observateurs ont exprimé l'espoir que les élections de 2010, qui a porté le président Alpha Condé au pouvoir, serait un tournant démocratique dans un pays qui a enduré une série de dirigeants autoritaires et abusifs. Alors que Condé a pris des mesures pour régler les problèmes graves de gouvernance et de sécurité dont il a hérité, les progrès vers un plus grand respect de la règle de droit a été compromis par le manque de discipline au sein des agences de sécurité, un manque de soutien et de protection de la magistrature chronique négligée, et la corruption ».

14. China Power et Alpha Condé femme Djene Kaba

La Première Dame de Guinée, **Djene Kaba Condé** a depuis l'élection de son mari en tant que président, pris un vif intérêt dans le projet de raffinerie d'aluminium de China Power Investment Corporation (CPIC). Djene Kaba Condé est notamment perçue par le secteur minier guinéen en tant qu'ambassadrice de la CPIC. On sait peu sur son trafic d'influence au niveau de la Présidence et du ministère de l'exploitation minière pour faciliter les négociations dans l'obtention des approbations requises pour leur projet ainsi que les conditions fiscales généreuses et techniques pour les futures opérations de la raffinerie d'aluminium. Certains ont remis en question tranquillement les incitations qui sont le moteur de l'épouse du Président d'être impliqués dans ce projet, y compris la participation aux réunions et le fait de rejoindre plusieurs voyages des fonctionnaires en Chine.

Au cours de ses visites en Chine, qui auraient été payés par la société chinoise, la Première Dame a également participé à des discussions de haut niveau concernant une éventuel "revente" d'une participation en actions dans la future participation de l'Etat à venir (après l'entrée en vigueur du nouveau code minier) dans des gros projets minier du pays.

15. L'Affaire Bolloré-Getma - Alpha Condé a annulé la concession du port de Conakry Getma au profit de son fidèle ami, Vincent Bolloré, en échange de son soutien financier

Le Française groupe de port Français ,Bolloré a signé en mars 2011, quelques mois après les élections présidentielles, une concession de 500 millions d'euros pour prendre en charge la gestion du port à conteneurs de Conakry, la capitale guinéenne. La signature est intervenu quelques jours après que la Guinée le nouveau président Alpha Condé a annulé un accord avec la Société Getma International pour gérer et agrandir le port.

La spéculation d'un tel accord avait grandi depuis que Bolloré avait rendu visite à son ami d'enfance, Alpha Condé, à Conakry après l'élection. Les spéculations que Bolloré aurait contribué financièrement à la campagne électorale d'Alpha Condé a aussitôt fait surface de partout dans la presse locale. Enfin au début de Mars 2011, le gouvernement Condé annonce que la concession de Getma avait été annulée en raison de manquements à ses obligations. La résiliation a été exécuté par un décret présidentiel de Alpha Condé.

Getma et sa société mère, NCT Necotrans, a déclaré dans un communiqué publié à l'époque qu'il examinerait tous les moyens de défendre ses droits suite aux dégâts causés par l'annulation du contrat. Ils sont depuis en procédure d'arbitrage initiée contre le gouvernement de la Guinée au CIRDI. L'arbitrage est en cours. Getma a également amorcé une instance par la CCJA (la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage OHADA), qui est également en processus.

16. Dren Newpan – La Directrice de campagne secrète d'Alpha Condé?

Femme d'affaires puissante, dotée d'un vaste réseau en Afrique du Sud qui s'étend a tout les podes, allant jusqu'au Président Jacob Zuma et les Secret Service sud-africain.

Mme Newpan s'emble se située au coeur de l'affaire Waymark et de la connexion entre Mohamed Alpha Condé à l'ensemble du service de réseau secret africain sous les auspices du bon ami, le Président Jacob Zuma.

Elle s'est avérée avoir contribué à réunir les fonds nécessaires à la campagne électorale d'Alpha Condé en 2010, recrute parmi les bailleurs de fonds sud-africains (Palladino) et l'on dit avoir été très "influyente et efficace" dans "le soutien" d'Alpha Condé afin de remporter l'élection présidentielle sécurisée par l'implication des Waymark Infotech.

3. Les élections de 2010

Selon la constitution Guinéenne, le président est élu pour un mandat de cinq ans par le peuple.

Les élections pour l'Assemblée nationale (Assemblée Nationale) consiste de 114 membres, élus pour un mandat de quatre ans, dont 38 membres au scrutin uninominal et 76 membres à la représentation proportionnelle.

Les élections présidentielles sont survenues après un coup d'Etat en 2008 et d'une tentative d'assassinat du chef de la junte, **Moussa Dadis Camara**, en Décembre 2009. Il y avait des mois de tensions et de troubles pendant le processus électoral, dans lequel les deux principaux candidats représentaient les deux plus grands groupes ethniques de la Guinée: les Peuls et les Mandingues (Malinké).

Après la tentative d'assassinat de Camara au début de Décembre 2009 et que le **General Sekouba Konaté** a pris la tête du pays, un accord a été conclu, le 16 Janvier 2010, qui stipulait que Camara resterait en dehors du pays (où il se faisait soigné pour ses blessures par balles), et qu'un gouvernement de transition serait formé pour permettre que des élections présidentielles auront lieu dans les six mois.

Vingt-quatre candidats ont été autorisés à se présenter aux élections, dont quatre anciens premiers ministres: Cellou Dalein Diallo, François Lonseny Fall, Lansana Kouyaté et Sidya Touré.

Une élection présidentielle en Guinée a eu lieu dans le cadre du système à deux tours: le premier tour le 27 Juin 2010 et le second tour le 7 Novembre 2010 (après plusieurs reports). Alpha Condé a été déclaré vainqueur avec 52,52% des voix au second tour, malgré de multiples irrégularités relevées par les rapports de l'OIF, la PNUD et L'Union Européenne.

Les élections à l'Assemblée Nationale – Repousser de 2011 à 2013

Le Peuple de Guinée sont toujours en attente (deux ans après les élections présidentielles) pour pouvoir élire démocratiquement une assemblée nationale. Ces élections ont été reportées à plusieurs reprises, entre autres en raison de problèmes de coordination entre les systèmes SAGEM et Waymark et pour cause de revendications multiples de l'opposition concernant le comité électoral de la CENI, notamment son contrôle et sa nomination par Condé. Les graves plaintes contre les deux sociétés sélectionnées pour effectuer les élections "Technologies Sabari" et "Waymark Infotech" ont ainsi été dénoncés. L'indignation publique en raison de retards accumulés pour organiser l'élection de manière transparente et contre les sociétés qui gèrent le processus électoral ont abouti à la démission du chef de la CENI, Louncy Camara, en Septembre 2012. Selon les rapports des médias, la démission imminente de M. Camara aurait été précédée par des accusations par les acteurs politiques guinéens disant que le chef de la commission électorale aurait utilisé le pouvoir de son bureau comme un prétexte pour retarder les élections.¹¹

¹¹ <http://www.bloomberg.com/news/2012-09-06/guinea-s-election-chief-resigns-amid-criticism-delayed-election.html>

a. Sagem Sécurité

**Informations Générales**

Avril 2008 – La société française Sagem Sécurité a été sélectionnée pour assurer l'intégrité du processus électoral en Guinée. L'accord signé à Copenhague à l'initiative de la PNUD et de l'Union européenne (sans la représentation de la Guinée). L'ONU a un programme visant à encourager les pays à assurer l'intégrité des élections pour leurs institutions politiques; l'utilisation des systèmes biométriques pour identifier les électeurs fait partie de ce programme.

Sagem Sécurité a été retenu par le département d'achat inter-organisations du Bureau des services de fourniture en kits d'enregistrement pour les électeurs de la République de Guinée dans le cadre du PNUD – le Programme des Nations Unies pour le développement, et le projet de l'enregistrement et la révision des listes électorales (PERLE). Sagem Sécurité est un spécialiste de systèmes d'identification automatique d'empreintes digitales à grande échelle et de systèmes biométriques. **Sagem a fourni 1000 stations mobiles d'inscription et un système d'identification automatique des empreintes digitales (AFIS) au ministère de l'Intérieur et de la Sécurité et a la CENI, la Commission électorale nationale indépendante. Ces systèmes sont utilisés pour enregistrer les données biométriques des électeurs en vue d'établir des listes électorales sécurisées.** SAGEM dit qu'il a plus de 100 systèmes déployés dans plus de 60 pays. Ces systèmes ont déjà pris en charge l'enregistrement de plus de 200 millions de personnes à travers le monde.

Élections Guinée 2010

Tout au long du processus électoral de 2010 et ce jusqu'à l'été 2011, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ne disposaient pas des codes d'accès pour apposer propriété des données SAGEM. Des individus en Guinée ont accusé la Société Française de conserver les données afin de s'assurer une influence politique et économique. Le conflit qui a éclaté à l'été 2011 sur l'accès aux bases de données de SAGEM est l'une des raisons du retards dans l'organisation des élections législatives. L'un des arguments était qu'il n'y a pas de compatibilités entre les systèmes de SAGEM et Waymark et donc que les données ne peuvent pas être transférées.¹²

NB: François de Combret, un ancien camarade de classe et ami proche du président Condé qui agissent en tant que conseiller personnel non officiel, est membre du conseil de surveillance de SAFRAN, la société holding de l'opérateur, SAGEM¹³

¹² Voir: <http://www.homelandsecuritynewswire.com/guinea-selects-sagem-s%C3%A9curit%C3%A9-ensure-integrity-election> ; and <http://survie.org/billets-d-afrique/2011/204-juillet-aout-2011/article/sagem-en-guinee>

¹³ Voir Rapport Annuel, SAFRAN Group 2010: http://www.safran-group.com/IMG/pdf/Safran_RA_ENG_-_BAG_14-04-3.pdf

FAIT MARQUANT

13 Août 2012 - Une mission de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est arrivé dans la capitale guinéenne, pour «participer à la mise en œuvre des recommandations contenues dans son rapport," et sur une amélioration de la performance dans les kits d'enregistrement Waymark.¹⁴

Dans son rapport publié Juillet dernier, après une analyse de la matière de l'opérateur sud-africain Waymark, l'OIF signale des lacunes dans les kites d'inscription.

La mission de l'OIF qui avait été initialement prévue pour le Août 1, est annulée en raison de l'absence de consensus entre le gouvernement et l'opposition. L'opposition soupçonne l'OIF d'intenter de «contribuer à la transmission de données SAGEM afin d'apporter à cette opération, l'assistance technique aux entreprises Waymark et Sabary."

27 Août 2012 – Les insuffisances dans le transfert de données à partir du système SAGEM au système Waymark, entre autres, expliquera une partie du retard de l'Organisation des élections libres et transparentes en Guinée. Les études d'experts du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a révélé et démontré par A + B que les données SAGEM n'ont pas pu être transférées aux machines de Sabari et Waymark.¹⁵ Les données qui devait ainsi être extraits et livrés étaient les données alphanumériques et biométriques des **3.801.967** électeurs inscrits.

¹⁴ <http://www.afriquinfos.com/articles/2012/8/13/mission-loif-conakry-pour-verifier-ameliorations-apportees-materiel-waymark-208260.asp>

¹⁵ <http://www.guineelive.com/accueil/2-guinee/5317-transfert-des-donnees-de-la-sagem-loif-demande-219000-euros-.html>

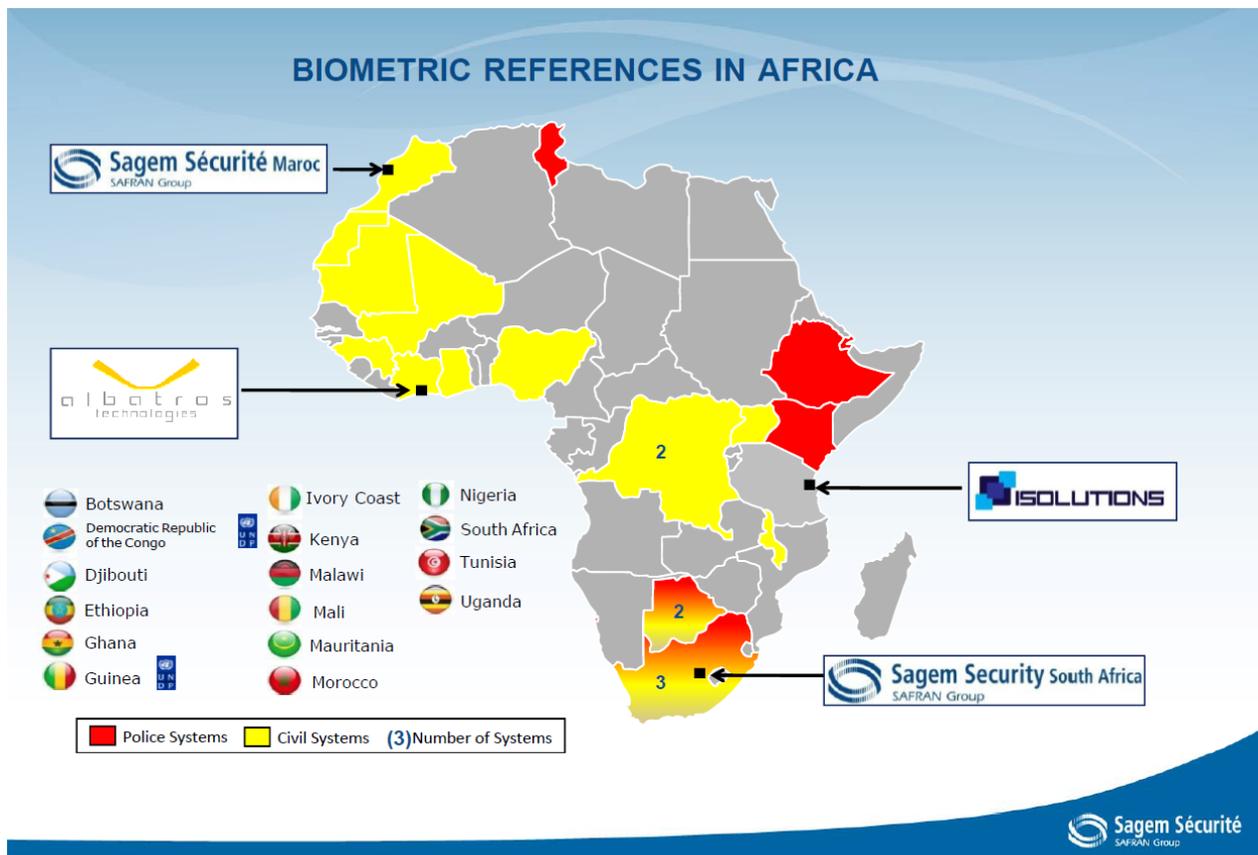
Sagem Sécurité - La Direction

- **S Philippe Petitcolin, Président et PDG, SAGEM monde**
- **Fabien ROUAUD - Program Directeur Cote d'Ivoire**
- **Yves LEQUENNE - Program Directoeur Ghana**
- **Jeff LEGROS - Western Africa Sales Manager**
- **Oumar DIARRA – Partenaire Régional (Albatros Technologies)**
- **Sidi Mohamed Kagnassi - Sagem Sécurité représentant Cote d'Ivoire**

Sagem Sécurité en Cote d'Ivoire avec **Albaros Technologies**¹⁶

- **Eric Apling-Kouassi - Directeur Général**
- **Traore Idrissa - Administrateur Systèmes et Réseaux chez albatros TECHNOLOGIES**
- **georges moulot -CHEF DE PROJET at ALBATROS TECHNOLOGIES**

Sagem Sécurité en Afrique:



¹⁶ <http://www.plotip.com/domain/albatros-tech.com>

b. Sabari Technology



INFORMATIONS GENERALES

Fondée par des ingénieurs guinéens, la société gère le traitement des données. Selon Sabari il dispose de 15 ans d'expérience dans l'assistance électorale (mise en œuvre du processus électorale et de la Guinée), 10 ans d'expérience dans l'identification et l'impression de cartes d'identité nationale guinéenne, et les projets d'installation et d'administration de réseaux informatiques. 5 ans d'expérience dans l'installation et l'administration de VSAT pour les ONG, les universités et les projets individuels en République de Guinée. Fourniture et installation de systèmes de surveillance par caméra IP et le contrôle d'accès à des sites stratégiques. Gestion électronique de documents avec l'archivage des documents¹⁷ électroniques.

Sabari-Technology est situé au 6ème étage de l'immeuble Tounkara, Manquepas, dans la commune de Kaloum, et ne semble pas avoir l'expérience requise ou les capacités de gestion (par rapport à SAGEM) pour mettre en œuvre le processus électorale de manière efficace.

LE CONTRAT ENTRE SABARI ET LA CENI¹⁸

Le contrat signé le 29 mars 2012 entre la CENI et SABARI représentée par le premier par le controversé Louncény Camara, président de ladite institution, et Famori Kaba, directeur administratif et financier du CENI d'une part et Mamadi Condé, directeur général et unique actionnaire de la société Sabari Technology.

Le contrat d'une valeur de **12.415.672.500** (douze milliards quatre cent quinze millions six cent soixante douze mille cinq cent) **Francs Guinéens** - soit un peu moins **de 2 millions de dollars américains** - porte sur le recrutement de cet opérateur local pour la révision des listes électorales devant servir aux élections législatives prévues dans les 6 mois qui devaient suivre l'élection d'Alpha Condé en novembre 2011 et qui ont été reportées depuis pres de 2 ans.

L'Opposition Guinéenne accuse le pouvoir de préparer une fraude électorale.

L'opposition a accusé le pouvoir guinéen pour préparer une fraude électorale.

L'Union Européenne a indiqué que sans Élections Législatives transparentes, la tranche guinéenne du Fonds Européen de Développement (FED) se chiffrant a plusieurs centaines de millions de dollars d'Euros ne sera pas octroyée à la Guinée. Une décision votée par les Députés Européens qui ne peut être renversée par l'exécutif du Conseil Européen.

¹⁷ More info here: <http://www.facebook.com/pages/SABARI-TECHNOLOGY/266778653368720?sk=info>

¹⁸ Disponible via: <https://docs.google.com/file/d/0By27GsWPVgkJWmZraXZuV1VkbXc/edit?pli=1>

Mamadi Condé de Sabari-Technology est le seul soumissionnaire de cet appel d'offre qui lui fut adjugé le 27 mars 2012. Il est né le 27 juin 1963 à Kankan et a été accusé par les partis d'opposition d'être un militant actif du parti au pouvoir RPG d'Alpha Conde. Le paiement devait être exécuté pour Sabari sur le compte bancaire BICIGUI 09843-07306800133 BICIGUI GNF, en signant avec une avance de 50 pour cent du montant du contrat (6,2 milliards FG). Il n'y a pas d'informations sur la façon dont ces fonds ont été utilisés.

Le paiement devrait être effectué sur le compte bancaire de l'Agence Niger BICIGUI Numéro 09843-07306800133 GNF BICIGUI de Sabari-Technology. Une avance de 50 pour cent (6,2 milliards FG) devrait être payée dès la signature du contrat.

Sabari Information

Sabari Technologie
<http://www.sabari-gn.com/>
Sabari Technology
Conakry BP.6316 Guinée Conakry
Tél: +224.60.55.24.60 / 60.80.75.00

6 ème Etage Immeuble Tounkara BP 6317 Kaloum Conakry
Tel 224 64 20 06 74
Fax 224 30 01 33 86
E-Mail infos@sabari-gn.com
Website www.sabari-gn.com

Un éventuel lien direct entre Sabari suspect et Mohamed Lamine Fofana (ministre des Mines et de la Géologie). Au Sénégal, il est répertorié en tant que représentant de Sabari:

Voir: <http://sn.viadeo.com/fr/search/rcl/sn/sabari%20technologie/fr/>

PRESENTATION DE SABARI TECHNOLOGY



Mr CONDE Mamady
Directeur Général



Mr KONATE Djiba
D G Adjoint



Mme KOUROUMA DOUSSOU C.
Assistante de Direction



Mr CONTE S. Minkailou
Coord. Technique
CONAKRY



Mr SQUARE Louncy
Coord. Technique
GUINEE MARITIME



Mr BARRY Bademba
Coord. Technique
MOYENNE GUINEE

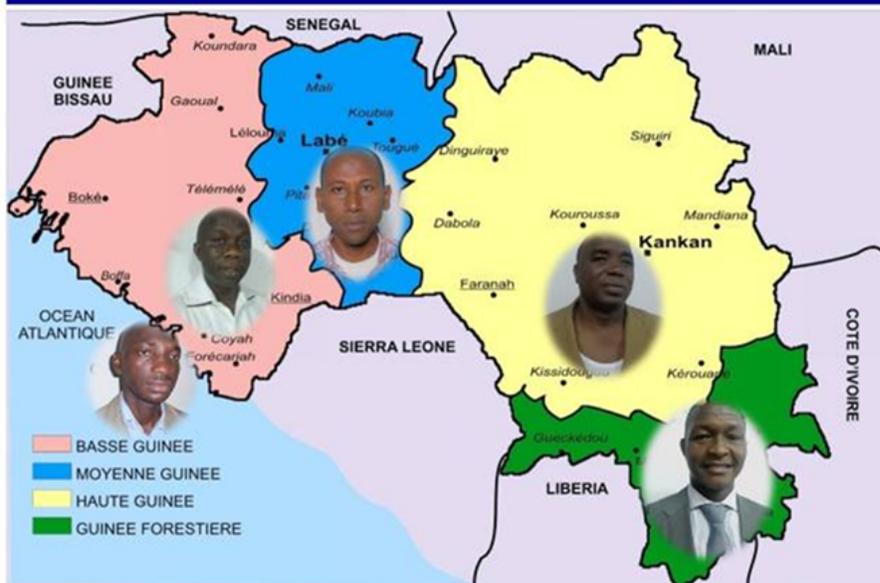


Mr KABA Bangaly
Coord. Technique
HAUTE GUINEE



Mr KALABANE Oumar
Coord. Technique
GUINEE FORESTIERE

CARTE DE COORDINATION DE SABARI TECHNOLOGY



Activités récentes:

13.08.2012 - Visite en Guinée d'une délégation de l'OIF afin de «participer à la mise en œuvre des recommandations contenues dans son rapport," et sur une amélioration de la performance dans les kits d'enregistrement de Waymark.



Valise Waymark (Kit) comprend: un ordinateur portable, un lecteur biométrique d'empreintes digitales, une lampe, un scanner, une imprimante et un appareil photo. Le kit a été monté au 3ème étage de la Villa nommé (Site Central).

.11.2012 – L'ambassadeur de l'Afrique du Sud en Guinée a visité la technologie lors de l'exposition NTIC CIEPEX et a rencontré les gestionnaire de Sabari.



Sabari Technologie lors de la NTIC CIEPEX Exhibition a Conakry

03/12/2012-visite de Sabari d'une délégation de Waymark Infotech. Il y a 3 visiteurs Sud Africain: le conseiller de l'ambassadeur et deux gestionnaires de Waymark. Les visiteurs arrivent à 09h00 à la villa (site central) ils sont accompagnés par le PDG de Sabari, M. Mamady Condé à la salle de réunion de briefing, peu de temps après ils visitent la salle de réunion et les Kit au 3ème étage et la salle de contrôle.



La delegation Waymark arrive a la Villa (Site Central)



La délégation dans les bureaux



La délégation visite la chambre d'assemblage des kit

Photos des bureau de Sabari - 15.06.2011 ¹⁹



¹⁹ http://www.facebook.com/pages/SABARI-TECHNOLOGY/266778653368720?sk=photos_stream

04-05.12.2012 – CENI visite de la délégation Sabari



c. L'Élection présidentielle et la première participation de Waymark

20 Juillet 2010 - Le résultat final du premier tour sont annoncés après la confirmation par la Cour suprême, qui a annulé environ un tiers des voix exprimées initialement. Bien qu'elles diffèrent sensiblement des résultats provisoires annoncé plus tôt, ils confirment un second tour entre Cellou Dalein Diallo et Alpha Condé, avec Diallo remportant 43,69% contre 18,25% Condé et Sidya Touré 13,02%.

Après une série de retards liés à des problèmes de logistiques, des querelles sur l'administration des élections, et un différend sur la direction de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), un second tour entre Diallo et Condé a finalement eu lieu le **7 Novembre 2010**.

Pour le second tour, au moins douze candidats mineurs (François Louceny Fall, Ousmane Kaba, Hadja Saran Daraba Kaba, Jean Marc Teliano, El Hadj Bouna Kéita, Mamadou Diawara, Ibrahima Kassory Fofana, El Hadj Mamadou Sylla, Alpha Ibrahima Keira, M «Bemba Traoré, Joseph Bangoura et Abraham Bouré) ont exprimé leur soutien à Condé sur le favori. Toutefois, Diallo a obtenu le soutien de Touré, qui était arrivé en troisième position. Condé par contre obtient également le soutien du candidat arrivée quatrième, **Lansana Kouyaté**.

Tout au long de la campagne électorale de 2010, le gouvernement intérimaire de la Guinée, dirigée par Sékouba Konaté, cible de violences ceux de l'ethnie Peul, dont la plupart étaient des partisans du candidat à la présidentielle, Cellou Dalein Diallo. **La fraude électorale par l'appuie de la commission électorale, Louceny Camara, lie au parti du candidat Alpha Condé, empêche Diallo de remporter l'élection au premier tour.** La première phase de la stratégie de Condé mis au point en Afrique du Sud est ainsi atteinte.

Ainsi, Louceny Camara a permis à Alpha Condé, plutôt que Sidya Touré, d'obtenir une place au second tour de l'élection.

L'ampleur des irrégularités identifiées par les équipes électorales de surveillances internationales, a donné aux candidats de nombreuses raisons pour remettre en question les résultats publiquement. Sidya Touré, le candidat de l'Union des forces républicaines (UFR) qui est arrivé troisième et a été exclu du second tour, et immédiatement revendiqué sa deuxième place et accusé les autorités de la transition (et la CENI) d'avoir truqué le scrutin en faveur d'Alpha Condé.²⁰ Le général Konaté a vivement réagi à ces accusations et a menacé de démissionner. Peu de temps après, et une confrontation supposée avec Sidya Touré, celui-ci finit par accepter sa troisième place au soulagement de Alpha Condé.

²⁰ "Sidya Toure conteste les resultats provisoires et revendique la deuxieme place" koaci.com, 4 July 2010.

LE RÔLE DE WAYMARK DANS LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Waymark est au cœur du système conçu par Alpha Condé et les services secrets sud-africains, sous les auspices du président sud-africain Jacob Zuma, à truquer les bulletins de vote en faveur d'une victoire sécurisée à l'élection présidentielle.

Les rencontres entre Alpha Condé et ses bienfaiteurs d'Afrique du Sud ont eu lieu avant la campagne électorale et ont été documentés. La stratégie développée et mise au point avec les SAAS a consisté à influencer la CENI, qui était sous le contrôle des loyalistes pro-Condé (Louceny Camara) pour sélectionner le système d'information Waymark (en remplacement des autres systèmes, Sagem et OIF) et de permettre ainsi un contrôle total sur les résultats des élections dans le second tour des élections, garantissant ainsi une victoire à Alpha Condé.



Louceny Camara

LE CALENDRIER ET LA METHODE DE LA STRATÉGIE WAYMARK

Avril 2010 - Alpha Condé et Mohamed Condé voyage en Afrique du Sud pour des réunions avec le Président Jacob ZUMA, puis avec les agents de renseignement sud-africains de la SAAS

Mai 2010 - Une équipe de Waymark est accéléré à Conakry pour le suivi et la rencontre avec la CENI et lui présenter son système.²¹

S1 2010 - Louceny Camara (à l'époque vice-président de la CENI) se déplace en Afrique du Sud à nouveau avant le premier tour des élections afin de rencontrer Waymark. Il est cependant incapable d'imposer le système Waymark à son patron, le président de la CENI Ben Sékou Sylla, donc il attend patiemment le bon moment pour le remplacer à la tête de la CENI afin de mettre en œuvre le système Waymark comme convenu en Afrique du Sud entre Alpha Condé / Mohamed Condé et les services secrets sud-africains sous les auspices du Président Zuma.

20 & 24 mai 2010 - La CENI doit décider qui sera l'opérateur pour les élections. Les deux systèmes concurrents sont, le système de l'OIF et le système Waymark. L'influence du Colonel Sangaré, un Malien, et Louceny Camara ont un poids important dans le choix. Deux réunions se tiennent les 20 et 24 mai, avant que la décision finale ne tombe.

Début Juin 2010 - La CENI annonce son choix en faveur de Waymark et signe un contrat avec celle ci, qui remplace ainsi le système SAGEM.

27 Juin 2010 - Premier tour des élections présidentielles.

20 Juillet 2010 - Le résultat final de du premier tour est annoncé après la confirmation par la Cour Suprême, qui a par ailleurs annulé environ un tiers des voix exprimées à l'origine. Bien qu'elles diffèrent sensiblement des résultats provisoires plus tôt, ils confirme un second tour entre Cellou Dalein Diallo et Alpha Condé, avec Diallo remportant 43,69% contre 18,25% Condé et Sidya Touré 13,02%.

Juillet 2010 - Alpha Condé, selon une source, sollicite l'aide des autorités sud-africaines à implémenter pleinement la «solution Waymark».

10 Septembre 2010 - Un tribunal condamne le chef de la commission électorale, Ben Sékou Sylla, à un an de prison pour fraude lors du premier tour de l'élection présidentielle.²²

30 Septembre 2010 - Peu de temps après six (6) ingénieurs Waymark arrive en Guinée avec le matériel Waymark et des logiciels personnalisés. La société qui avait le soutien de Louceny Camara, est spécialisée dans le traitement et la centralisation des résultats des élections. Il a des antécédents de comportement frauduleux (à Zanzibar et d'autres pays africains tel la RDC) et il n'est pas un fournisseur approuvé pour le PNUD.

²¹ <http://www.guineepresse.info/index.php?aid=5607>

²² <http://usafricaonline.com/2010/09/10/electoral-commission-head-jailed-for-fraud-in-2010-voting-in-guinea/>

Octobre 2010 - Vol d'ordinateurs sensibles au Centre CENI DATA. Les ordinateurs qui appartiennent à l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie), une organisation impliquée dans le soutien et le suivi d'un processus électoral transparent. Le système de l'OIF qui a été soutenu par la CENI, l'Union européenne et des observateurs de la CEDEAO, le PNUD, le Centre Carter et l'Union africaine est ainsi empêché d'être mis en œuvre de manière efficace et transparente.

12 Octobre 2010 - L'Alliance de Cellou Diallo publie une pétition réclamant un nouveau chef pour remplacer la CENI Louncy Camara, qui est connu comme étant partisan de Condé²³. Les tensions montent en ce qui concerne les preuves possibles entourant les actions de Louncy Camara à truquer les élections en faveur d'Alpha Condé. L'Alliance UFDG porte plainte contre Camara et l'accuse, entre autres, de confisquer 109 stations de vote à Conakry.

18 to 19 Octobre 2010 - 17 ordinateurs sont volés dans des bureaux CENI. Le vol a lieu une dizaine de jours après un autre vol au même endroit. Cette action vise à reporter l'élection prévue pour le 24 Octobre 2010.

19 Octobre 2010 - Le Malien général Siaka Toumany Sangaré est nommé en tant que nouveau chef de la CENI en remplacement de Camara Louncy in extremis. Sangaré était auparavant un délégué de l'OIF au sein de la CENI.

22 Octobre 2010 - La Cour suprême condamne Louncy Camara à un an de prison à la suite de fraude électorale lors du premier tour des élections présidentielles guinéennes. En plus, d'un an de prison, Camara est condamné à une amende de 2 millions de FG, perd ses privilèges d'exercer ses droits civils, et doit payer des dommages et intérêts à M. Diallo.

25 Octobre 2010 - Vers le second tour des élections, la violence contre les partisans de Diallo augmente considérablement et se compose de massacres, incendies de maisons et d'entreprises et l'utilisation du viol, le tout destiné à intimider les Peuls en ne votant pas au second tour. Ainsi, des milliers de Peuls seront privés de leurs droits.

7 Novembre 2010 - Après plusieurs mois de retard – le Second tour des élections présidentielles a finalement lieu avec au centre, le système Waymark. Les Observateurs de l'OIF et de l'UE qui surveille les élections signalent des irrégularités multiples, y compris des activités frauduleuses à travers les bureaux de vote du pays.

15 Novembre 2010 - Le nouveau chef CENI, Sangaré, annonce que Condé a remporté l'élection avec 52,52%

21 Décembre 2010 - Condé est inauguré en tant que nouveau président guinéen

²³ ²³ Xinhua News Agency

d. d. Les litiges concernant les résultats électoraux

Les observateurs du Centre Carter concernant les élections présidentielles en Guinée de 2010, ont noté les irrégularités suivantes, qui nécessitent une attention particulière²⁴:

En ce qui concerne les litiges des résultats du premier tour

Le Centre Carter n'a pas observé l'inscription des électeurs à l'exception de sa phase finale, notamment la distribution des cartes d'électeurs. Toutefois, les observateurs ont été informés de plusieurs facteurs et de difficultés techniques qui ont entravé les efforts d'enregistrement et ont peut-être conduit à une sous-représentation de l'électorat parmi les électeurs inscrits.

Les Observateurs à long terme et à court terme du Centre Carter ont suivi la distribution des cartes aux électeurs dans plusieurs régions du pays. L'impression des cartes d'électeur biométriques a été complétée en Juin par le MATAP (Ministère territorial) en collaboration avec la SAGEM, une société française qui avait remporté le contrat pour la production des cartes. La délivrance des cartes dans les régions les plus éloignées de Conakry, la région forestière, a commencé environ avec 11 jours de plus de retard que prévu, à la date du 1^{er} Juin. Ce processus a été décrit par les observateurs du Carter Center comme étant « en retard, chaotique et confus en ce qui concerne les informations fournies aux électeurs ». En outre, la pratique de la « remise du reçu » pour recevoir la carte d'électeur n'a pas été systématiquement suivies ou appliquées.

Au premier tour, les allégations de fraude électorale ont émergé dès que le vote a pris fin le 27 Juin, et par plusieurs partis politiques.

Les résultats du premier tour ont été contestés par plusieurs parties, en particulier le candidat pour la troisième place, Sidya Touré (UFR) qui a affirmé que la CENI avait manipulé les résultats en invalidant les protocoles de zones favorables à lui et à acceptant les protocoles irréguliers dans les zones qui lui était défavorables.

Lansana Kouyaté (PEDN) qui est arrivé quatrième au premier tour du scrutin, a revendiqué le bourrage des urnes et la création de bureaux de vote fictifs par le RPG, le parti de Alpha Condé, en Haute Guinée. Malgré les résultats confirmant le passage du RPG au second tour, le parti a également dénoncé des fraudes.

Au total, les plaintes de 14 des 24 partis en lice avaient été soumises à la Cour Suprême. Ceux-ci ont cité un large éventail de problèmes, y compris un nombre insuffisant de bureaux de vote dans des localités mal desservi pour les électeurs avec des déplacements de longues distances, le manque de préparation technique à la formation du personnel des bureaux de vote qui a abouti à des feuilles de pointage non signées, mal scellés ou des enveloppes non scellés contenant des formulaires de rapport essentielles, et l'échec par le personnel électoral à plusieurs niveaux de

²⁴ The Carter Center, "Observing the 2010 Presidential Elections in Guinea", Final Report

suivre les étapes appropriées pour la transmission de matériel électoral sensible et l'enregistrement correct des résultats du vote.

Le tribunal a déclaré huit des plaintes irrecevables, faute de preuves, tandis que les sept autres ont été confirmées.

Dans sa décision de Juillet 2010, le tribunal a noté qu'il y avait de graves irrégularités lors du premier tour de l'élection présidentielle.

Dans sa décision finale rendue le 20 Juillet, le tribunal a justifié ces annulations sur la base du fait qu'il n'avait pas reçu les protocoles des circonscriptions concernées du MATAP. Cette décision a été fortement critiquée, car rétroactivement, elle avait ainsi privés de leurs droits près de 900.000 électeurs (environ un tiers de l'électorat votant).

Selon le Carter Center, cette décision par le tribunal n'était ni cohérente, ni transparente.

Aucun document juridique n'ordonnait la responsabilité au MATAP de transférer les protocoles à la Cour Suprême. Il n'y avait aucune justification légale pour ne pas compter sur les protocoles de la CENI pour ces districts, et la Cour suprême n'a apparemment fait aucun effort pour retrouver les protocoles manquants. En fait, ils ont seulement déclaré publiquement manquant que lorsque la décision finale avait été annoncée.

Malgré ces critiques, tous les partis ont finalement respecté la décision de la Cour Suprême, cependant le RPG a déposé une plainte officielle contre

la Cour Suprême et contre le président CENI, Ben Sékou Sylla, et directeur de la logistique et de la planification, El Hadj Boubacar Diallo pour fraude électorale, tandis que l'UFDG a déposé une plainte contre le vice-président de la CENI, Lounceny Camara.

Le 9 septembre, Sylla et Diallo sont tous deux reconnus coupables de fraude électorale lors de l'élection au premier tour et condamné à un an de prison et une amende de 2 millions de francs guinéens (US \$ 276.82)²⁵. Camara a été condamné le 22 octobre 2010.

En ce qui concerne les litiges des résultats du second tour

Pour l'élection du second tour, l'UFDG a déposé une requête auprès de la Cour Suprême avant l'élection pour empêcher que le vote ne se tienne dans les préfectures de Siguiri et de Kouroussa en Haute-Guinée, où il y avait eu de la violence ciblant les Peulhs. Cela n'a pas été confirmé par la Cour, et les élections se sont déroulées comme prévu le 7 novembre, alors que l'UFDG a avisé qu'il n'accepterait pas les résultats de la CENI si ceux-ci incluraient ces deux préfectures. La UFDG présentât ainsi une série de 28 plaintes à la CENI lors de sa compilation. Ils ont ensuite demandé l'actualisation de tous les résultats des préfectures de Siguiri et de Kouroussa, au motif que la violence pré-électorale avait contraint une grande partie de son

²⁵ www.xe.com, Feb. 15, 2011.

électorat de la région, ainsi que leurs assesseurs et leurs délégués de ne pas pouvoir être en mesure de participer le jour du scrutin en raison d'actes d'intimidation et de crainte pour leur sécurité. Ils ont affirmé que les délégués de leur parti et leurs observateurs avaient été frauduleusement remplacés par des membres de RPG et que les urnes avaient été bourrées.

Ainsi, selon eux, le processus électoral dans ces deux préfectures n'a été ni libre, ni juste, ni transparente.

Ils ont également demandé l'annulation de la préfecture de Lola parce que le président de la commission de centralisation avait également été un membre de la CNT, se dont ils sentaient était en contradiction avec la stipulation du code électoral qui stipulait que les députés de l'Assemblée nationale du pays ne pouvait exercer aucune fonction non élus publiquement.

Leurs plaintes ont signalées des irrégularités et des fraudes dans tous

les cinq communes de Conakry et 12 autres préfectures, où ils voulaient voir les résultats de certains bureaux de vote invalidés.

Les plaintes comprenaient des allégations selon lesquelles il y avait des bureaux de vote fictifs, des membres RPG et des autorités locales qui tentaient d'influencer les votes par procuration, des votes exagérée et des votes dérogees, l'expulsion des observateurs de l'UFDG de bureaux de vote, le bourrage des urnes, des irrégularités et des protocoles disparues.

L'UFDG a suspendu sa participation dans le décompte central de la CENI le 14 novembre, affirmant que la CENI n'a pas prise en compte ses plaintes. Le Vice-président de l'UFDG, Bah Oury, a également menacé de déposer une plainte officielle auprès de la Cour pénale internationale concernant les forces de sécurité qui incitait à la haine ethnique.

Le manque de clarté dans le code électoral sur les limites du pouvoir du président de la CENI à annuler les résultats ont suscité la controverse lors du deuxième tour du scrutin.

En fin de compte, le 15 novembre, la CENI a annoncé ses résultats provisoires et inclus les voix de toutes les circonscriptions, ce qui indique que Alpha Condé a pris la première place, avec 52,52 pour cent des voix, et que Cellou Dalein Diallo a reçu 47,48 pour cent.

La CENI a soumis le document final avec les résultats et les 31 plaintes (28 à partir de l'UFDG et trois RPG) à la Cour suprême l'après-midi

du 18 novembre. Par la suite, les deux parties ont déposé des plaintes officielles auprès de la Cour Suprême, alléguant des irrégularités et de la fraude dans le processus électoral.

L'UFDG a continué à demander l'annulation des préfectures de Siguiiri et de Kouroussa, ainsi que les bureaux de vote où le processus électoral avait été entaché d'irrégularités, telles que décrites ci-dessus dans les plaintes déposées auprès de la CENI.

Suite à l'annonce des résultats par la Cour suprême dans la nuit du 2 au 3 décembre, l'UFDG a publié un communiqué de presse indiquant que, bien que des fraudes massives ont eu lieu, les résultats présentés par la Cour Suprême ne seraient finalement pas disputés. Cellou Dalein Diallo a appelé au calme, dans l'intérêt du peuple de Guinée.

e. La connexion Sud Africaine

LES RÉUNIONS PRINCIPAUX

Avant le premier tour des élections présidentielles, deux réunions clé ont eu lieu en Afrique du Sud impliquant Alpha Condé et son fils Mohammed. La première réunion a eu lieu avec le président Jacob Zuma en Avril 2010, et la deuxième organisée peu de temps après avec les chefs de renseignement sud-africains (SAAS) en mai 2010.

Le premier tour des élections présidentielles en Guinée a eu lieu en Juin 2010.

LE CONTEXTE

Samuel Mebiame, un officier de renseignement de l'ancien Président Omar Bongo du Gabon et ami de Condé dit que Condé et son fils Mohammed Condé ont volé à Johannesburg à partir de Paris sur vol Air France 990, le 6 Avril 2010 afin de rencontrer à Zuma.

Un Russe né en Afrique du Sud, a été envoyé par Zuma pour amener les Condés à son palais présidentiel à Pretoria pour une réunion de nuit. Ont également assisté à la réunion: Nandi Adaeh Bosompra, maitresse de Zuma et la Russe qui a introduit les Condés.

Selon un témoin, c'est à cette réunion que Condé a demandé "une assistance financière et technique" qui, en retour, a assuré que Zuma et l'Afrique du Sud auront un rôle dans le bien le plus précieux de la Guinée, le gisement du minerai de fer de Simandou.

Les informations concernant cette réunion (y compris le vol Air France) est également confirme sur le site Internet Alpha Condé dont voici l'extrait:²⁶

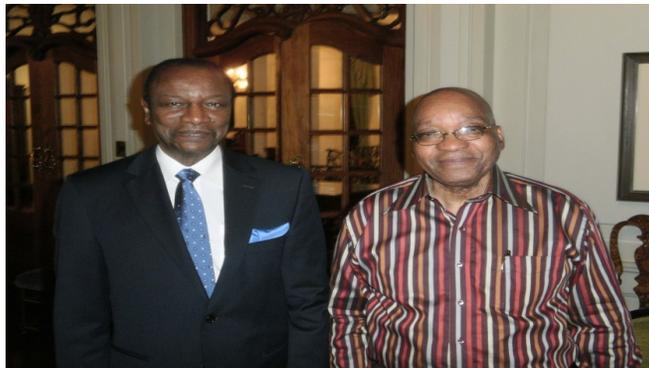
²⁶ http://alphaconde.com/alpha_conde/?p=119

LE PRESIDENT ALPHA CONDE INVITE DU PRESIDENT JACOB ZUMA EN AFRIQUE DU SUD -RPG²⁷

professeur Alpha Conde s'est envolé vendredi 9 avril pour Dakar en préparation de son grand retour à Conakry prévu pour le dimanche 11 avril. Le président du RPG était arrivé le matin même de Johannesburg où il était l'invité personnel du président Zuma, et du Vice président Kgalema Motlanthe. Reçu avec beaucoup d'égard par les plus hauts responsables de l'ANC et par une délégation de la communauté des affaires de la capitale économique Sud africaine, le président Conde a été profondément touché par l'expression fraternelle de solidarité, d'affection et de soutien que les leaders sud -africains ont tenu, à travers lui, à exprimer au peuple de guinée tout entier.

Arrivé très tôt mercredi, 7 avril, au matin par le vol direct Paris-Johannesburg d'Air France, le président Conde a été accueilli par une délégation de l'ANC...Ce voyage sud africain marquait le dernier volet d'une série de déplacements qui ont vu le professeur Conde se rendre dans plusieurs capitales africaines et internationales ...pour obtenir la mobilisation et le soutien nécessaire à garantir la bonne tenue des élections le 27 juin prochain. Les présidents Zuma et Motlanthe ont tour à tour reçu le président Conde dans leur résidence respective. Ils lui ont chacun affirmé qu'ils soutenaient pleinement toutes les initiatives d'instauration de la démocratie sur le continent et que le cas de la Guinée les concernait tout particulièrement. Ils se sont souvenus que c'est en Guinée, à Kindia, que nombre d'entre eux, dont le père du président Thabo Mbeki, ont reçu leur entraînement militaire durant la période de lutte contre l'apartheid.

Ils ont exprimé que l'Afrique du Sud souhaitait renouer les relations politiques étroites établies sous le président Sékou Touré pour asseoir la collaboration économique qui n'avait pu se faire depuis. Ils se sont dits confiants qu'une fois le gouvernement civil en place, en Guinée, ce pays frère et ami deviendrait rapidement un des piliers du développement économique en Afrique de l'Ouest et un acteur clé de l'intégration régionale. L'Afrique du Sud entend faire son possible pour appuyer la Guinée tout au long de son processus afin de poser les bases d'un étroit partenariat entre les deux pays pour le bénéfice du continent et de toutes ses populations.



Le Professeur Alpha Conde et le Président Jacob Zuma

²⁷ Idem.

ANALYSE ET MODUS OPERANDI

Selon une source, la conclusion de la rencontre avec Zuma était que Condé devait ensuite être invité à rencontrer les chefs de renseignement sud-africain de l'époque. Cette réunion a par après eu lieu le 15 mai 2010 à Pretoria à l'Hôtel Sheraton.

La source n'était pas présent à la réunion proprement dite, il a été informé peu par après par un contact au sein de l'intelligence SA. La réunion consistait d'une interview de Condé sur la manière dont l'intelligence SA pouvait lui fournir une assistance et des finances pour l'aider à s'assurer une victoire aux élections présidentielles.

Qui a assisté à cette seconde réunion secrète?

- **Mo Shack, SA chef des services secrets (SAAS).**
- **Hein Van Niekerk - (présenter à Mohamed Condé via Aboubacar Sampil)**
- **Thabiso (SAAS)**
- **Gibson Jente (SAAS)**

→ **Il est précisé par notre source que l'utilisation de Waymark aux prochaines élections présidentielles avait alors été convenu.**

Samuel Mebianeme (un officier de renseignement sous l'ancien président Omar Bongo du Gabon et un ami de Condé) et Nandi Adaeh Bossompra (Participant à la réunion avec Zuma) n'ont pas été informés par les Condés de cette réunion secrète avec la SAAS. Condé et son fils Mohamed se sont rencontrés le lendemain, à l'intérieur du Centre Commercial (Mall) de Sandton City, en disant qu'ils étaient en Afrique du Sud pour rencontrer des amis. Cependant, Mebiame a été secrètement informé par l'un des agents de la SAAS qui ont assisté à cette réunion.

De forte preuve démontre les communications entre Alpha Condé avec des agents de la SAAS dans la coordination de cette opération.

Peu de temps après cette rencontre, un article publiée localement sur le net, Guinée Presse Info, annonce que Waymark était à l'étude pour fournir une assistance technique à l'élection guinéenne. En outre, ce service a été signalé comme ayant été offerts gratuitement par l'Afrique du Sud.

f. Waymark Infotech Ltd.

Waymark a été établie vers la fin 2003 et est un regroupement de quatre entreprises ICT.



L'entreprise est un regroupement de quatre autres entreprises de TI: Affinity Solutions d'affaires, Solutions d'affaires, Molepe Zéro & Solutions Ones, Technologies de l'information et Xcel.

Les membres fondateurs et les directeurs exécutifs sont Pikie Monaheng (le rapport de gestion du Waymark), Clive Fynn, Leslie Mampe et Louis achète.

OPÉRATIONS

En 2005, Waymark a été retenus par la Commission électorale de Zanzibar pour imprimer le matériel électoral.

En 2006, le gouvernement zambien a acheté l'équipement biométrique d'inscription des électeurs de Waymark. Ce fut le Système automatisé d'identification dactyloscopique (SAID) qui a également été fournie à l'Afrique du Sud, en Tanzanie, en RDC et au Nigeria.

En Avril 2008, Waymark a été mandaté par le gouvernement du Bénin d'enregistrer 4 millions d'électeurs dans l'accumulation à des élections locales.

En 2009, l'Agence Informatique de l'Etat (SITA) d'Afrique du Sud contracte Waymark en tant que fournisseur de services.

En 2010, Waymark vend 1000 kites de registrations numérique au gouvernement zambien pour 5 millions de dollars, par l'intermédiaire du Programme de développement des Nations Unies.

En Novembre 2011, Waymark a été mandaté par la République démocratique du Congo afin de fournir deux serveurs centraux 2.000 nouveaux kits biométriques d'inscription des électeurs pour 15 millions de dollars.

En 2012, Waymark entré dans le processus d'appel d'offres pour les élections camerounaises, mais ne remporte pas l'offre.

NATIONS UNIES

Des documents de l'ONU montrent que Waymark avait été un fournisseur de services pour l'organisation durant quatre ans jusqu'à ce qu'ils ont été expulsés en Septembre 2008 pour «défaut de communiquer leur progrès. Les entreprises qui traitent avec l'ONU sont tenus de se conformer à une directive de dix points, y compris la transparence des affaires, la bonne gouvernance, les droits de l'homme et leur contribution écologique.

FILIALE

La seule filiale Waymark est Solutions Enterprise Content Management (ECMS). En 2008, EMC Corporation, une marque leader mondial des solutions d'infrastructures d'information, a fait un investissement stratégique dans ECMS établissant une gestion axée contenu division des solutions en Afrique du Sud et le reste du continent.

RISQUES LIE A LA REPUTATION

Après avoir mené des travaux sur l'inscription des électeurs au Bénin en 2008, de violentes manifestations ont suivies après qu'il fut découvert que le système Waymark utilisé n'était pas fiable et que l'attribution du contrat à la firme sud-africaine était discutable.

En 2012, Waymark entré dans le processus d'appel d'offres pour les élections camerounaises, mais ont été rapidement dénoncé après qu'il fut découvert que l'entreprise avait déjà informatisée le fichier électoral et avait par erreur laissé plusieurs doublons au sein du contenu après de longs retards.

En 2011, la commission électorale congolaise a été contraint de justifier les raisons pour lesquelles il aurait contracter Waymark quelques semaines avant les élections pour un montant de 15 millions de dollars, un achat que le Programme des Nations Unies pour le développement a décrit comme "inutile et coûteux".

En 2012, Waymark a été accusé de fraude électorale en Guinée et de ne pas être attribué le marché à travers un processus transparent après avoir remporté un contrat pour fournir des kits électroniques d'enregistrement des électeurs. Une source a cité un membre du ministère des Finances en Guinée disant que le travail normal du contrat Waymark s'élève à 3 millions de dollars, mais que le montant total de la facture pour ce projet a été de 14 millions de dollars.

Le fils du Président de la Guinée, Mohamed Condé est accusé d'avoir travaillé pour Waymark et selon Africa Confidential, aurait introduit celui ci au sein de l'administration présidentielle. En Septembre 2012 des émeutiers a Conakry avait déployé des nombreux banderoles de protestation, dont l'un disait: «Waymark et Sabary technologie (entrepreneurs électoraux mixtes) devraient dégager des élections en Guinée".

Waymark a été accusé en 2011 d'avoir été illégalement accordé un contrat de R11 millions de maintenir des services informatiques aux entreprises et intellectuelle Office d'enregistrement de la propriété (CIPRO) en Afrique du Sud.

En dépit d'être attribué le marché à imprimer le matériel électoral à Zanzibar en 2005, le contrat a été annulé par le gouvernement qui a affirmé que des pots de vin avait été versés pour l'obtenir.

Nous avons des raisons de croire que Waymark est une entreprise exploitée par l'Afrique du Sud, la SAAS, pour des raisons politiques et économiques à travers l'Afrique.

Un ancien officier de renseignement sud-africain a déclaré que Waymark est né d'un ministère à l'époque de l'apartheid et a, depuis sa création privé a continué de maintenir cette relation étroite. La source a ajouté que l'un des partenaires fondateurs de Waymark, M. Pikie Monaheng, a eu et continue d'avoir, des liens étroits avec l'ancien chef du renseignement de l'Afrique du Sud. Ils travaillent ensemble dans des domaines tels que les élections Guinéene.

En outre «il y a une ambiguïté significative entourant le paiement des services de Waymark. Le gouvernement de la Guinée a déclaré à plusieurs reprises que les services Waymark étaient un cadeau de l'Afrique du Sud, cependant, des rapports indépendants en Afrique du Sud indiquent que Waymark aurait reçu le paiement de 14 millions de dollars du ministère sud-africain connu sous le nom "SAAS" (sous-entendu à South Service africaine secret).

WAYMARK - DEVELOPPEMENTS RECENTS

Des protestations qui se sont transformées en émeutes à Conakry durant plus de deux semaines en Septembre 2012, ont attiré beaucoup d'attention en raison de la nomination controversée par la CENI en Juin 2010 de Waymark Infotech, pour examiner listes électorales de la Guinée et lancer les prochaines élections législatives, très en retard.

Les dirigeants de l'opposition, y compris Lansana Kouyaté, Sydya Touré et Celou Diallo tous ont fait des déclarations publiques réclamant le départ du Waymark, une société qu'ils alléguaient a été recrutés par Alpha Condé.²⁸

En outre, le président de l'UFR, Sidya Touré, a indiqué que le retard dans la tenue des élections législatives résident dans **l'absence de sincérité et de transparence** de la part de la CENI et le gouvernement. À savoir, les magouilles autour de la mise à jour du fichier électoral tel que révélé par le rapport des experts de l'OIF.

²⁸ http://www.iol.co.za/news/africa/police-fire-tear-gas-at-guinea-marchers-1.1387738#.UO6T3W_2_ng

C'est ainsi que Sidya Touré a rappelé les événements: «Au début, on nous a fait croire que ces kits étaient des subventions de la généreuse et magnanime Afrique du Sud. Pourtant, les autorités sud-africaines nous ont confirmé ne pas avoir tout donné à l'Etat guinéen».²⁹

Il est en outre allégué que Waymark continue de travailler directement pour les intérêts d'Alpha Condé, tandis que la technologie Sabary est un instrument direct de parti politique Alpha Condé, le RPG.³⁰

Sidya Touré et Diallo ainsi que les autres dirigeants des partis d'opposition, ont contenté publiquement que la CENI sous les auspices de M. Alpha Condé refusent de divulguer les recommandations du rapport de l'OIF essentielle pour assurer la révision du système Waymark et de son contrat.

Waymark avaient été rejetés agréés par la liste des fournisseurs de services des Nations Unies et est accusé d'être un outil de gouvernement de Condé³¹. Plus précisément, les dirigeants de l'opposition ont affirmé, "Waymark a été choisi dans l'illégalité complète. Ce n'est pas la CENI, mais Alpha Condé et son fils. Les audits ont prouvé, ils n'ont ni la compétence, ni l'expérience³². "

Le gouvernement de la Guinée sous les auspices du Président Alpha Condé, maintient cependant toujours pour objectif d'organiser les élections législatives en Guinée avec Waymark, malgré la résistance et les plaintes des membres supérieurs de l'opposition et la communauté internationale.³³

La CENI a annoncé brutalement à fin de 2012 une date pour les élections législatives prévue le 12 mai 2012

Les partis d'opposition guinéens ont cependant rejeté la date prévue, en disant qu'ils n'ont pas été consultés avant la décision et ils annonce une manifestation pacifique prévue pour le 7 Février 2013.^{34,35}

²⁹ **See:** http://www.khibary.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=230:sidya-toure-un-leader-politique-engage&Itemid=155&lang=en

³⁰ <http://guineeactu.info/debats-discussions/points-de-vue/1992-non-a-waymark-et-sabari-comme-partenaires-de-la-nouvelle-ceni.html>

³¹ Business Day, « The Bottom Line », 14 December 2012.

³² Interview Celou Diallo, Guineenews, 18 December 2012.

³³ Interview, Cellou Diallo, Guineenews, 10 Nov 2012.

³⁴ Reuters, « EU resumes cooperation with Guinea, unblocks \$230 mln in aid », 21 December 2012

³⁵ <http://guineelive.com/8-actualite/16-sidya-toure-accuse-la-ceni-d-ajouter-50-0000-electeurs-sur-la-liste-au-cours-du-recensement-du-mois-de-mai-2012.html>

WAYMARK – DIRIGEANT :**Pikie Monaheng**³⁶

Pikie Monaheng est le directeur général et président de Waymark Infotech. Pikie a plus de 25 ans d'expérience dans la transformation des activités, des systèmes d'information de conception, de développement et de mise en œuvre dans les secteurs public et privé.

Il s'agit notamment de la Société de développement industriel, le ministère du Travail, SA, Munich Reinsurance SA. Il a acquis certaines de ses 30 années d'expérience professionnelle dans des entreprises comme

IBM et Unisys SA.

Pikie dirigeait une entreprise de consultant privée. La plupart des missions ont été orientés vers examen de l'organisation et la conception et la mise en œuvre de systèmes d'information pour différents ministères, les organismes parapublics et les institutions financières. Avant de lancer sa propre entreprise, il a acquis une vaste expérience chez IBM Consulting - pour le gouvernement en Afrique du Sud.

Pikie est l'auteur de plusieurs articles sur le thème: "Le problème du voyageur de commerce". Il a donné des conférences en informatique au Canada et au Lesotho et est un chercheur enthousiaste et bon animateur.

Pikie a reçu sa maîtrise en sciences informatiques de l'Université de Victoria au Canada en 1986.³⁷

Molepe Consulting Services (Pty) Ltd³⁸

C27, Lone Creek, Howick Close, Waterfall Park,
Midrand, PO Box 1002, Parklands, 2121

Pikie Monaheng

Tel: (011) 805 0325

Fax: (011) 805 0326

³⁶ [http://www.yatedo.com/s/companynname%3A\(Waymark+Infotech\)](http://www.yatedo.com/s/companynname%3A(Waymark+Infotech))

³⁷ http://www.asaje.co.za/asaje_bod.html

³⁸ See <http://www.dwaf.gov.za/Documents/Tenders/WF7027/WF7027OB.htm>

Pule Joel Mpshe³⁹



Joel est actuellement le directeur exécutif et directeur général adjoint de Waymark Infotech, un poste qu'il occupe depuis Avril 2004. Avant de se joindre Waymark, Joel a servi dans un certain nombre d'organisations en tant que CIO.

Il s'agit notamment de la Société de développement industriel, le ministère du Travail, SA, Munich Reinsurance SA. Il a acquis certaines de ses 30 années d'expérience professionnelle dans des entreprises comme IBM et Unisys SA.

Joel a un diplôme en science informatique B.Sc et a eu un certain nombre de programmes de perfectionnement en gestion en Afrique du Sud et à l'étranger. (Wharton School of Business de l'Université de Pennsylvanie et la Harvard Business School.)

http://www.asaje.co.za/asaje_bod.html

³⁹ ³⁹ http://www.asaje.co.za/asaje_bod.html

4. Droits de l'homme et violations des libertés fondamentales dans la République de Guinée.

Amnesty International a mis en garde: «Il est très inquiétant de constater que le président Alpha Condé a recours exactement aux mêmes méthodes brutales que ses prédécesseurs.»

24/04/2012 Document envoyé à M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) par l'Alliance pour la démocratie et le progrès (ADP), Collectif des partis politiques pour l'achèvement de la transition en République de Guinée.

- Depuis la prestation de serment du nouveau Président de la République, M. Alpha Condé, il y a eu, et continue d'avoir, plusieurs violations des droits de l'homme et des libertés individuelles et collectives pour le peuple guinéen. Ces violations font partie d'un état d'esprit encouragé par le Président de la République lui-même.
- En effet, lors d'une réunion à la "Palais du Peuple" à Conakry impliquant la jeunesse de Guinée, M. Condé a déclaré publiquement, sans hésitation ni réserve, que dans six mois, il en aura fini avec l'opposition. En mettant ses intentions en pratique, le gouvernement a intensifié ses actions d'intimidation, de harcèlement, d'arrestations et les assassinats d'intellectuels et de militants de l'opposition.
- M. Condé a utilisé la répression sanglante lors de manifestations pacifiques toutes initiées par l'opposition, et toutes les entraves aux libertés fondamentales sont illustrées par les faits suivants:
 - **Février 2011** à Saoro (préfecture de Yomou): Les populations rurales qui protestaient contre l'expropriation illégale de leurs terres en faveur de la SOGUIPAH (une entreprise d'État propre) ont été victimes des répressions brutales et répétées. En conséquence: Trois meurtres, un viol, humiliations publiques, et la destruction de cultures agricoles.
 - **Avril 3, 2011** in Conakry: Le jour où le chef de l'UFDG (Union des forces démocratiques de Guinée) Elhadj Mamadou Cellou Diallo Dallein rentrait d'un voyage à l'étranger, une répression sanglante a été menée par les forces gouvernementales contre les membres du parti. En conséquence: Un assassinat, des arrestations arbitraires de 72 citoyens et les condamnations, et le licenciement des officiers précédemment attribués au chef de l'UFDG pour sa protection par le gouvernement.
 - **10 mai 2011**: invasion de la résidence du président de l'UFDG par des hommes armés, sans aucun mandat, et en violation de l'article 13 de la Constitution.
 - **Juillet 19, 2011**: tentative d'enlèvement de Bah Oury, vice-président de UGDG, sur l'affirmation erronée selon laquelle il serait derrière l'attaque de la résidence privée de M. Alpha Condé.

- **Septembre 27-28, 2011:** répression sanglante par les forces armées au cours de la manifestation pacifique organisée par le collectif des partis politiques pour la finalisation de la transition. En conséquence: Quatre (4) membres de l'opposition ont été assassinés, six cents (600) Les citoyens arbitrairement détenus, dont la plupart se trouvaient dans leurs maisons; 323 (323) sans aucun motif, parmi eux, Etienne Soropogui , Vice-Président des Nouvelles forces démocratiques (NFD).
- **Octobre 2011:** Les populations rurales à travers le pays sont victimes de restrictions de leur liberté de circuler librement et de faire des affaires. En Guinée forestière, par exemple, la population toute entière a été et continue d'être empêchée par les autorités de vendre leurs produits agricoles en dehors de leur région. Ces mesures sont renforcées par les forces de sécurité armées avec la mise en place de points de contrôle afin d' harceler la population dans cette région.
- **Novembre 2011:** La répression menée par les forces armées des membres du parti UFDG et leur chef après le retour de leur leader à travers le pays pour remercier ses supporters. Les lieux publics sont interdits aux partisans du parti, des passages ont été limités, et ils ont même été empêchés de faire le plein de leurs véhicules.
- **Janvier 2012** en Haute-Guinée: M. Lansana Kouyaté, président du PEDN parti, et son cortège ont été bloqués par les forces armées et de sécurité, les empêchant de participer aux festivités organisées en l'honneur de M. Lansana Kouyaté. Les partisans ont été violemment dispersés par l'utilisation de gaz lacrymogènes. En conséquence: des dizaines de blessés, leurs biens ont été illégalement confisqués ou détruits.
- **Janvier 8, 2012:** Mort en prison et dans des conditions peu claires de Thierno Diallo Sofiane arrêté le 29 Août 2011 et arbitrairement détenu par les forces de sécurité. Selon son avocat et sa famille, il a été torturé lors de son arrestation et de détention.
- **Janvier 2012:** La tournée de campagne de Sidya Touré, Président de l'Union des forces républicaines (UFR) en Basse Guinée, a enregistré la même violence et les obstacles à la liberté des mouvements du chef et de ses partisans.
- **16 Janvier 2012,** à Kamsar: Violente répression de la population, en majorité des jeunes étudiants qui protestaient contre le manque d'électricité durant la Coupe d'Afrique des Nations. En conséquence: Il y a eu un(1) mort et des dizaines de blessés.
- **26 Janvier 2012:** Mme Bano Sow Sow et Saliou, tous deux membres du parti UFDG, ont été kidnappés et emprisonnés sans justification.
- **Février 2, 2012:** M. Abdoulaye Manet, président de la section Hamdallaye de l'UFDG, a été arrêté dans un café non loin de sa résidence, et a été privé de tout contact avec ses avocats et sa famille.
- **Février 1, 2012:** M. Ben Salla Traoré, secrétaire fédéral du PEDN à Beyla, a été convoqué par le préfet de Beyla, M. Amadou Kourouma, et a ordonné de démissionner immédiatement du PEDN et de rejoindre le parti RPG, ou faire face à de graves conséquences .

- **Février 3, 2012:** M. Aboubacar SIDIBE, secrétaire fédéral du PEDN, a été soumis aux mêmes menaces du représentant du gouvernement même.

- **Avril 19, 2012:** Plus d'une centaine de femmes de l'opposition qui réclamaient alors la restructuration de la Commission nationale électorale indépendante ont été violemment dispersées dans la ville de Dixinn où ils ont tenu un sit-in à l'institution en charge de l'organisation des élections au siège de la Guinée. La police a utilisé des matraques, gaz lacrymogène contre les femmes désarmées.

Avec toutes ces violations, le gouvernement a toujours refusé d'ouvrir une enquête afin de déterminer la responsabilité des massacres lors de manifestations pacifiques. En outre, en vertu des instructions du gouvernement, les tribunaux refusent de prendre les plaintes des parents des victimes.

En **Juillet 2012**, les forces de sécurité de Condé se sont affrontées avec les villageois qui réclamaient des emplois dans le village de Zogota, où Vale et BSG Ressources, société dirigée par le milliardaire israélien Beny Steinmetz, se sont conjointement associées pour développer une mine de fer. Des groupes locaux de défense ont déclaré que cinq manifestants ont été tués, tandis que le gouvernement a lancé une enquête.

Les violations de la Constitution et des lois de la République.

- La dissolution par décret d'environ trois douzaines de conseillers élus locaux, en violation des articles 80 et 100 du code de collectivité locale. Les membres du parti au pouvoir, le RPG, a remplacé ces serviteurs d'élus civils.

- L'épuration et la déstabilisation de la société civile.

- La stigmatisation d'une communauté particulière, et la manipulation des communautés ethniques et régionales par le gouvernement à des fins politiques; avec tous les risques associés à ces pratiques pour la stabilité du pays.

À propos de la CENI et l'organisation des élections législatives.

- La signature de l'entente conclue entre la CENI / MATD pour co-gérer le processus électoral, en dépit des protestations actives de certains membres de la CENI et les partis d'opposition. Cet accord a dans l'ensemble ouvert les portes au MATD à prendre une certaine responsabilité constitutionnellement attribuée à la CENI.

- **Les acquisitions illégales et non transparentes de 2050 kits électoraux en Afrique du Sud. Ces kits sont prévus pour être utilisés pour le recensement général de la population, par opposition à la mise à jour des listes annoncées par la loi. Un 19 Août 2011, lors d'une réunion de son entreprise et les chefs de département concernés du gouvernement, l'un des représentants de la société sud-africaine, Waymark, a admis que son entreprise ne peut pas procéder à la mise à jour des listes électorales sur la base de ces kits.**

- **Le recrutement de 4000 agents techniques pour la mise à jour "des listes électorales, ce qui signifie deux agents par kit, comme si le matériel technique de Waymark a été définitivement choisi pour mettre à jour les listes électorales. Implicitement, ce qui élimine la SAGEM dans le processus. SAGEM a été sélectionnée sur la base d'un appel d'offres international, et avait créé toutes les listes électorales qui ont été utilisées lors de l'élection présidentielle de 2010.**
- **La cérémonie officielle à l'Université de Conakry du début de la formation des superviseurs et d'autres agents de la Société qui, selon de nombreux commissaires n'a pas de contrat ni à la CENI ni avec le gouvernement SABARI.**
- Le début officiel de la formation de l'agent et de la mise à jour sur la base des kits de Waymark, qui sont prévues pour un recensement général et pas de mise à jour des listes.
- La signature sans consensus, pas même au sein de la CENI, d'une décision fixant la date de départ de la mise à jour de la liste électorale le 5 Octobre 2011, dans tout le pays.
- La fixation unilatérale par la CENI à la date de l'élection législative d'abord pour le 29 Décembre 2011, puis pour le 8 Juillet 2012, sans consultation de toutes les parties prenantes, à savoir l'opposition.
- La révocation unilatérale de l'atelier tenu à Kindia Mars 2011, à savoir celle relative aux listes électorales et leur vérification avant toute mise à jour. Ces recommandations ont été purement et simplement ignorées avec l'intention délibérée de faire glisser la CENI dans un processus inutile et coûteuse d'un recensement général, qui, aujourd'hui, continue de diviser les acteurs politiques.
- **La restructuration, sans la participation des partis politiques, de la composition des membres de la CENI à travers le pays, dans le but de promouvoir les membres du parti au pouvoir, RPG à la tête de toute la CEPI, CESPI, et le CECI de renforcer le contrôle de l'administration territoriale sur la CENI. Conformément à la loi, la parité de représentation est nécessaire au sein de la CENI. Aujourd'hui, suite à la restructuration de la CENI, 70% des membres sont issus du parti au pouvoir, tandis que seulement 12% était attribué à l'opposition**
- Le changement de zonage administratif, sans consulter toutes les parties prenantes, ce qui a pour seul objectif de manipuler l'électorat en faveur du parti au pouvoir. En conséquence, les commissions administratives sont passées de 924 à 2000.
- Formation des formateurs des CARLE pour un recensement complet au lieu de la révision des listes électorales, la formation est entièrement basée sur **les kits Waymark** qui sont connus pour être conçus pour un recensement complet.
- Planification de la formation de 12.000 membres des CARLE dans tout le pays, tandis que les partis politiques concernés n'ont pas encore désigné leurs représentants, à l'exception du RPG qui a tous ses représentants connus au bureau de la CENI.

- **Licenciement sans motif des gestionnaires de sites centraux, qui ont été régulièrement recrutés, sélectionnés, et formés par la société SAGEM pour assurer la gestion quotidienne des bases de données de la liste électorale.**
- Sélection et affectation de nouveaux gestionnaires de site central sans aucune association de l'opposition.

5. **President Condé et son Entourage**

**VOIR LE RAPPORT "INSIDERS MINES" - AFRICA MINING INTELLIGENCE
ALPHA CONDE, LE PRESIDENT MINIER TOUT-PUISSANT**

15 NOVEMBRE 2012

a. Rapport sur son Entourage - rapport AMI

- i. Le clan familial**
- ii. Les conseillers principaux**
- iii. Soutien extérieur**
- iv. Le secteur public**
- v Les opérateurs privés**
- vi. les intermédiaires**

b. Le Business de Aboubacar Sampil (Buba)

Aboubacar Sampil partage ses bureaux avec Mohamed Condé au siège de la présidence en Guinée alors qu'il n'a pas de position officielle au sein du gouvernement. L'ambiguïté entourant sa forte implication dans les affaires publiques et les projets miniers tout en étant activement impliqué dans des affaires, comme un entrepreneur local, apparaît pour le moins ambiguë et inquiétant. Son rapport étroit avec le président et son fils font également éveiller des soupçons croissants concernant ses fonctions actuelles.

Sampil avait été un ami proche de **Malick Condé**, le frère plus jeune et unique d'Alpha Condé, qui est mort juste avant l'investiture de Alpha Condé à la fin 2010. Il est dit d'être impliqué en tant que conseiller principal et négociateur pour le compte du gouvernement dans des domaines allant des secteurs miniers jusqu'à les secteurs de l'immobilier. Sampil a notamment été fortement impliqué dans la transaction tentée impliquant la vente stratégique des participation gouvernemental de la CBG aux Émirats arabes unis, **Mubadala Development**, et les négociations controversées avec UC Rusal, grâce à ses relations étroites avec **Pavel Vassilliev**, le représentant de la Guinée du propriétaire **Oleg Deripaska**.

Sampil est actuellement au Conseil d'administration ou chef de la direction de **Rio Pongo** et a été auparavant directeur général de la PPM SA. M. Aboubacar Sampil sert de directeur non exécutif de **Sable Mining Africa Ltd** depuis Avril 2012. Il est également administrateur de plusieurs sociétés dont: **Rio Nunez SA, Afrique de l'Ouest Exploration SA, la Guinée Métaux de Base SA, et Kakande Natural Resources Limited**.

Les mandats actuels et antérieurs de Sampil inclus à Rio Pongo SA, Rio Pongo Limited, Ressources ADS Limited, **Soguiser Limited, la Société Financière de Guinée Limited, Finagri limitée, la Guinée société de développement immobilier Limited**.

Quatre des sociétés Sampil ont été incorporés en 2011, dont trois en Octobre 2011. Toutes ces constitutions récentes ont été enregistrés à la même adresse au Royaume-Uni (Taparia House)

En Février 2012 **Sable Mining Africa** a obtenu un permis de 123.5 m² exploration km dans la région du Mont Nimba, au sud-est de la Guinée, à travers sa filiale à 80% Guinée Afrique de l'Ouest SA exploration. **Sampil est un administrateur des deux sociétés**.

En outre Sable Mining Africa Ltd et son président Philippe H. Edmonds et les PDG Andrew Groves Stuart sont connectés à **Agriterra Ltd** qui a un contrat de concession pour la construction et **l'exploitation d'un terminal industriel et commercial dans la zone Est du port de Conakry en Guinée**.

Sampil – Ses Sociétés - Un Chronogramme Précis

1. Finagri Ltd. – Director

Incorporation Date: 19 January 1996

Dissolution Date: 18 November 1997

2. Rio Pango S.A. – President and CEO

Rio Pango Ltd. – Director

Incorporation Date: 25 November 2010*

SUSPICIOUS ACTIVITY

***Company Incorporated at the time of the second round of the Presidential elections of Guinea**

3. PPM S.A. – former CEO

4. Rio Nunez S.A. - Director

5. Guinea Metoux de Base S.A. - Director

6. Kakande Natural Ressources Ltd. – Director

Incorporation Date: ?

Dissolution Date: 22 August 2011

SUSPICIOUS ACTIVITY

Companies incorporated in the UK in August - October 2011

1. Ads Ressources Ltd. – Director

Incorporation date: 19 Aug 2011

TAPARIA HOUSE

2. Soguifer Ltd. – Director

Incorporation Date: 05 October 2011

TAPARIA HOUSE

3. Guinea Real Estate Development Company Ltd. - Director

Incorporation date: 05 October 2011

TAPARIA HOUSE

4. Société Financière de Guinée Ltd. – Director

Incorporation date: 14 October 2011

TAPARIA HOUSE

Development recent

5. **West Africa Exploration S.A.** – Director
80% filiale de Sable Mining Africa Ltd
6. **Sable Mining Africa Ltd. (BVI)** – Director (from April 2012)

Informations sur les entreprises liée a Sampil

Sable Mining Africa Ltd (SBLM) - voir sur: London Stock Exchange (AIM) en tant que société d'investissement de ressources.

Une société de ressources, fondée en 2007, qui s'engage dans l'exploration et le développement d'un portefeuille d'actifs, se concentrant principalement sur le minerai de fer et de charbon en Afrique. Le portefeuille de projets de minerai de fer comprennent les concessions Kpo couvrant environ 532 kilomètres carrés situés au Libéria, et un intérêt pour le projet Nimba couvrant environ 123,5 kilomètres carrés situé dans le sud-est de la Guinée. Ses projets comprennent le projet de houille de charbon qui couvre environ 19.236 Lubu hectares dans le nord-ouest du Zimbabwe, le projet de charbon Lubimbi comprenant environ 16.545 hectares dans la zone Gwaai du charbon du bassin de Kariba, et le projet de charbon Rietkuil située dans la province de Mpumalanga en Afrique du Sud. La société anciennement connue sous le nom BioEnergy Africa Limited et a changé son nom à l'île de Sable Mining Limited Afrique en Novembre 2009. Sable Mining Africa Limited a été constituée en 2007 et est basée à Road Town, Iles Vierges britanniques.

Adresse du siège social:

Romasco Place, Wickhams Cay 1,
PO Box 3140, Road Town, Tortola,
British Virgin Islands
Incorporation date: 27 April 2007
www.sablemining.com
<http://www.sablemining.com/index.html>

Aboubacar Sampil, DIRECTEUR NON EXÉCUTIF- depuis Avril 2012⁴⁰

⁴⁰ <http://www.sablemining.com/directors.html> ;

Sable Mining Africa Ltd via son président Philippe H. Edmonds et les PDG Andrew Groves Stuart sont connectés à Agriterra Ltd qui a un contrat de concession pour la construction et l'exploitation d'un terminal industriel et commercial dans la zone Est du port de Conakry en Guinée.

Agriterra Ltd (AGTA: Londres) 700 employés - s'engage dans les activités agricoles et connexes de génie civil en Afrique. Le société achète de plantations de maïs qu'il transforme en la farine de maïs. Elle est également impliquée dans l'élevage du bétail, de la viande et de la production des parcs d'engraissement, des abattoirs et des opérations; achat du cacao et du commerce, et les plantations de palmiers à huile. La société détient 2 ranchs, couvrant une superficie de 16.000 hectares, et environ 45.000 hectares de terres agricoles friches industrielles de production d'huile de palme. En outre, il dispose d'un contrat de concession pour la construction et l'exploitation d'un terminal industriel et commercial dans la zone Est du port de Conakry en Guinée. De plus, la société fournit des services de transport aérien. Agriterra Limited est basée à Maputo, au Mozambique.

www.agriterra-ltd.com

Aboubacar Sampil – Les Entreprises (PDG / président ou directeur):

Au moins 4 entreprises ont la même adresse et enregistrement au Royaume-Uni à l'adresse:

Taparia Maison 1096 Uxbridge Road Hayes Middlesex UB4 8QH

12 entreprises «se sont révélés connecté à M. Sampil, certains d'entre eux sont dissous.

Finagri Ltd.⁴¹ – Director - (Company is dissolved since 18.11.1997)

Status: Company is dissolved

Company number: 03148339

Country of registration: GB

Incorporation Date 19/01/1996

Dissolution Date 18/11/1997

Registered Office: 76 WHITCHURCH ROAD CARDIFF CF4 3LX

Rio Pango S.A. – President and CEO

PPM S.A.⁴² – former CEO

Country: France

⁴¹ <http://companycheck.co.uk/company/03148339>
<https://www.duedil.com/company/03148339/finagri-limited>
<https://www.duedil.com/company/03148339/finagri-limited/people>
<http://www.cdrex.com/finagri-limited-4367307.html>

⁴² <http://www.metoview.com/traders-1/company/ppm-sa.html>

http://www.ttc.com.eg/index.php?option=com_Content&view=article&id=5&Itemid=5

PPM SA is an international purchaser - **Heavy Construction Equipment – Port Equipment**

TTC, represent PPM, SA - France. PPM SA one of Terex Cranes (TTC) group of companies, in the line of Reach stackers for containers handling.

Address: ZONE INDUSTRIELLE DE LA SAULE, BP 106, 71304

MONTCEAU LES MINES CEDEX

Contact Person: M CHRISTIAN CHUZEVILLE

Rio Pango Ltd. - Director

Rio Nunez S.A. - Director

West Africa Exploration S.A. - Director

Guinea Metoux de Base S.A. - Director

Ads Ressources Ltd⁴³. – Director – appointment 19 Aug 2011 - Director number: 1916246422

Incorporation date: 19 Aug 2011 — Present

Company Registration No.: 07747066

Company Origin - United Kingdom

Company Status Active

Registered Office:

TAPARIA HOUSE 1096 UXBRIDGE ROAD HAYES MIDDLESEX UNITED KINGDOM UB4 8QH

Kakande Natural Ressources Ltd⁴⁴. – Director - **(Company is dissolved in 22.08.2011)**

Soguifer Ltd.⁴⁵ – Director –appointment 05 Oct 2011

(Company is dissolved in 05.10.2011 ???)

Soguifer Limited a été fondée le 05 Oct 2011 et a son siège social dans le Middlesex. Le statut de l'organisation est dissoute, et ils ont de 1 administration associés - qui sont tous en cours. Informations sur la société:

Status: Company is dissolved

Registration date: 05/10/2011

⁴³ <http://www.cdrex.com/ads-ressources-ltd-8085948.html>

<http://www.companiesintheuk.co.uk/ltd/ads-ressources>

<http://bizzy.co.uk/uk/director/1916246422/aboubacar-sampil>

⁴⁴ <http://bizzy.co.uk/uk/director/1916246422/aboubacar-sampil>

⁴⁵ <https://www.duedil.com/company/07798283/soguifer-limited>

<http://companycheck.co.uk/company/07798283>

<http://www.companiesintheuk.co.uk/ltd/soguifer>

<http://www.cdrex.com/soguifer-limited-7659219.html>

<http://www.creditgate.com/companies/07798283.aspx>

Company number: 07798283
Type: Private limited with Share Capital
Country of registration: GB
Registered Address & Trading Address:
Taparia House 1096 Uxbridge Road Hayes Middlesex UB4 8QH United Kingdom

Société Financière de Guinée Lid. ⁴⁶ – Director - appointment 14 Oct 2011 –
Director number: 1916246422
Incorporation date: 14 Oct 2011 — Present
TAPARIA HOUSE, 1096 UXBRIDGE ROAD, HAYES, MIDDLESEX, UNITED KINGDOM, UB4 8QH
Company number: 07810062
Company status: Active
Country of origin: United Kingdom
Incorporation date: 2011.10.14

Guinea Real Estate Development Company Ltd. ⁴⁷ - Director

Incorporation date: 05.10.2011

Guinée Real Estate Development Company Limited est une entreprise active constituée en Angleterre et au Pays de Galles le 5 Octobre 2011. Leur activité est enregistrée comme activités des sociétés holding Autre Nec. Guinée Real Estate Development Company Limited est dirigé par 1 directeur actuel. 1 Actionnaire détient la totalité des actions de l'entreprise. Il ne fait pas partie d'un groupe. La société n'a pas encore déposé de comptes. Score de risque de Guinée Real Estate Development Company Limited a été modifiée le 21/12/2012.

Status: Active - Newly Incorporated
Registration date: 05/10/2011
Company number: 07798413
Type: Private limited with Share Capital
Country of registration: GB
SIC Code 2007: 64209
Registered Address- Taparia House, 1096 Uxbridge Road, Hayes, Middlesex, Ub4 8qh
Aboubachar Sampil - Director
Director Ref: C16353096

Address:

Commune De Katoma Conakry, Guinea , Appointed: 05/10/2011

⁴⁶ <http://www.companies-uk.co.uk/societe-financiere-de-guinee-limited-07810062>

<http://bizzy.co.uk/uk/director/1916246422/aboutacar-sampil>

⁴⁷ <http://www.companiesintheuk.co.uk/ltd/guinea-real-estate-development-company>

<http://companycheck.co.uk/company/07798413>

<https://www.duedil.com/company/07798413/guinea-real-estate-development-company-limited>

<http://www.cdrex.com/guinea-real-estate-development-company-limited-7706803.html>

6. Le président Condé et les investisseurs privés

Président Alpha Condé a entretenu des relations d'affaires directement, ou indirectement par l'intermédiaire de son fils Mohamed Condé Alpha, avec plusieurs investisseurs privés concernant sa politique et ses objectifs commerciaux en Guinée au cours de sa présidence et sa campagne politique.

a. Dren Newpan

Dren Newpan - femme d'affaires puissante avec un réseau bien établi en Afrique du Sud qui s'étend du Président Jacob Zuma aux Services Secret sud-africain.

Mme Newpan est au plein cœur de l'affaire Waymark et la connexion entre Mohamed Alpha Condé à l'ensemble des services secret service et son réseau africain sous les auspices de son bon ami, Jacob Zuma.

Elle s'est avérée efficace a contribué à réunir les fonds nécessaires à la campagne électorale d'Alpha Condé parmi les bailleurs de fonds sud-africains (Palladino) et l'on dit avoir été très "influente et efficace" dans "le soutien" d'Alpha Condé pour remporter l'élection présidentielle avec l'implication de Waymark Infotech.

b. Ivor Ichikowicz

Ivor Ichikowicz est le fondateur et PDG du groupe Paramount, un groupe de sociétés opérant sur le marché mondial de la défense, la sécurité intérieure et des équipements militaires de l'Afrique du Sud. Elle a été fondée en 1994 et offre une gamme de véhicules blindés, d'avions militaires, de l'équipement et de la formation aux gouvernements.

La société a été fondée par l'entrepreneur sud-africain et industriel Ivor Ichikowitz. Le groupe est basé en Afrique du Sud, qui a son siège près de Johannesburg et est détenue par un consortium d'investisseurs internationaux non divulgué. Dernièrement le groupe Paramount a établi un partenariat avec Aerosud et finance la production d'un avion de surveillance, AHRLAC, en Afrique du Sud.

En Guinée, Ichikowitz semble avoir bénéficié de ses associations de l'ANC et les dons à Alpha Condé de saisir des biens en échange de ses fonds à l'appui de la campagne électorale Alpha Condé.

Comme exposé par The Mail & Guardian en 2009, Ivor Ichikowitz, le dealer d'armes et le courtiers de pétrole a pris sur son jet privé Nelson Mandela lors d'un rassemblement de Jacob Zuma dans le Transkei, et M & G a prétendu que Ichikowitz a fait une carrière de tourner ses connexions politiques en profit.

En Décembre 2008, Ichikowitz vole Zuma dans la luxueuse Boeing 727 au Liban et le Kazakhstan pour ce que le M & G a annoncé étaient un Congrès national africain (ANC) : une collecte de fonds et des réunions d'affaires. Ichikowitz confirme plus tard qu'il avait en effet fourni ce vol "gratis". Le M & G investigant dans les relations Ichikowitz avec l'ANC et les bailleurs éminents de Zuma indique que les relations de l'homme aux principaux courtiers du pouvoir et qui comprennent:

- **Mathews Phosa**, qui a partagé un certain nombre de conseils d'administration d'entreprises avec Ichikowitz avant son élévation à l'ANC en tant que trésorier;
- **Moeletsi Mbeki**, frère de l'ancien président, qui a ouvert les portes pour Ichikowitz en Afrique;
- **Sandi Majali**, ancien acolyte, Thabo Mbeki, et l'homme d'affaires pour l'ANC Kgalema Motlanthe et les trades pétrolier malheureux avec **Saddam Hussein**;
- **Robert Gumede**, propriétaire de GijimaAST société de l'information et un important bailleur de fonds Zuma;
- **Pik Botha**, ancien politicien du Parti national et ami de longue date de la famille Ichikowitz, qui a fourni une entrée aux dirigeants africains, dont l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo.

Ichikowitz, également représenté Glencore le controversée trader en matières premières, en partenariat sur Majali en 2001 dans sa soumission à fournir du pétrole brut irakien en Afrique du Sud sous le controversé program de pétrole contre nourriture permettant des échanges commerciaux limités avec l'Irak de Saddam Hussein.

c. Tokyo Sexwale / Marc Wilcox

- Tokyo Sexwale a conçu un plan avec un groupe de l'Afrique du Sud et ses partenaires internationaux pour reprendre les actifs miniers et des concessions minières dans la république de Guinée, que le gouvernement guinéen planifiait de nationaliser en partie après la révocation de certains accord conclu par les gouvernements précédents au pouvoir.

- Sexwale est dit avoir discuté d'un plan avec ses partenaires et Marc Wilcox et Walter Hennig, et Alexander Machkevich de ENRC, à saisir des intérêts miniers en Guinée. Sexwale est considéré comme le pilote derrière les deux véhicules financier britanniques, au Iles Vierges, la Palladino Holdings et Floras Bell, qui sont gérés opérationnellement par Walter Hennig et Marc Wilcox.

- Marc Wilcox est le directeur général de Mvelaphanda_Group et est un partenaire de Walter Hennig et Tokyo Sexwale.
- En Avril 2011 Walter Hennig a conclu un accord secret avec le président guinéen Alpha Condé qui transférer des milliards de dollars d'actifs miniers appartenant à des sociétés telles que BHP Billiton et Rio Tinto - qui veulent investir des milliards pour développer les mines de Guinée – via l'intermédiaire Sud Africain Palladino Capital. L'accord comprend un prêt de 25 millions de dollars au gouvernement guinéen pour financer le démarrage d'une nouvelle société minière guinéenne état. Derrière Walter Hennig et l'accord de prêt de 25 M \$, sont Sexwale, Mark Willcox, le directeur général de Mvelaphanda_Group, et plusieurs autres hommes d'affaires d'Afrique du Sud, polonais Anglais. L'un d'eux est Ian Hannam un célèbre banquier londonien qui a essayé d'organiser l'OPA de Rusal sur le London Stock Exchange en 2007, mais avait échoué. L'accord de prêt est maintenant pressenti pour une enquête éventuelle de la Banque mondiale qui serait en passe d'examiner si le prêt avait été destiné à financer un nouvel le société d'Etat minière, comme il avait été indiqué dans le contrat, ou au profit d'intérêts politiques ou individuelles en contrepartie de l'exploitation d'une concessions minière. Mahmoud Thiam, ancien ministre guinéen des mines et adversaire politique du président Alpha Condé, a affirmé que Tokyo Sexwale "était en colère contre le président parce qu'il ne fournissait pas ses promesses" et que Tokyo a contribué au financement de la campagne électorale du président à travers l'accord de prêt.
- Le 16 Juillet 2012, la publication russe Аргументы и Факты (Argumenty I Fakty, Arguments et faits) ont rapporté que Walter Hennig, par Palladino Capital 2, a fait une série de paiements totalisant 25 millions de dollars pour le compte du fils du président guinéen, Mohammed Condé. Les paiements auraient été exécutés par Walter Hennig à partir d'un compte ouvert à Turks et Caicos dans un compte détenu par Mohammed Condé à Monaco.
- L'argent a été prêté par une société offshore de Walter Hennig, le Palladino Capital 2, afin de démarrer l'entreprise minière d'État, mais divers articles ont cité des sources anonymes qui ont prétendu que le USD25 millions n'ont jamais réellement été retrouvé dans les comptes du pays.
- Face à ces accusations, Sexwale a refusé de commenter personnellement et a plutôt publié des déclarations par le biais de son porte-parole Xolani Xundu qu'il n'a pas voulu confirmer ou nier une quelconque des revendications de "sources anonymes".

d. Walter Hennig

Olaf Walter Hennig est un homme d'affaires diamantaire en Afrique du Sud qui faisaient du commerce en Angola et en République démocratique du Congo. Hennig est né le 7 Octobre 1972 et a des intérêts commerciaux en Afrique du Sud et le Royaume-Uni, selon les dossiers UK Companies House of Yoshiko Entreprises Limited. Il est connu pour avoir lancé de somptueuse fetes de Nouvel An dans un lieu privé à Clifton, Cape Town, qui sont très fréquentés par les célébrités et les politiciens.

Walter Hennig est le cerveau opérationnelle derrière le scandale Palladino. Certains critiques ont perçu une connotation politique à l'affaire, citant les connexions de M. Hennig à des hommes d'affaires liés au pouvoir, l'African National Congress (ANC), la plus puissante force politique du continent. Le prêt non concessionnel controversée a également soulevé les sourcils entre les créanciers internationaux, dirigé par le FMI et la Banque mondiale, qui ont négocié 2,1 milliards de dollars d'allégement de la dette pour la Guinée et n'ont pas été informés de ce prêt qui ne figurent ni dans le budget de l'Etat ni dans les lois de finance officielles .

Walter Hennig a fondée Palladino en 2003 avec une vision de créer un véhicule d'investissement pour consolider différents actifs stratégiques en Afrique. Palladino se concentre sur les premières étapes des projets de ressources principalement en Afrique, et sur des biens industrielle et il détient actuellement une variété de projets d'énergie, des mines et autres actifs en Afrique. Hennig est également à l'origine Floras Bell, la société BVI utilisé comme un véhicule pour le scandale du prêt Palladino.

« **Palladino Holdings** » et « **Capital Palladino 2** » sont tous deux enregistrés à la même adresse BVI:

Palladino Capital 2
Whichkhams Cay 1, PO Box 2087
Road Town, Tortola, BVI

En Janvier 2008 Mvelaphanda Holdings, OZ Management (filiale de Och-Ziff Capital Management Group) et Palladino Holdings a annoncé la création d'une nouvelle joint-venture, Africa Management Limited.

Dans le cadre de la joint-venture, Africa Management Limited établie African Global Capital, en tant que véhicule d'investissement dans les marchés publics et privés à travers l'Afrique, en se concentrant sur les ressources naturelles et les possibilités connexes.

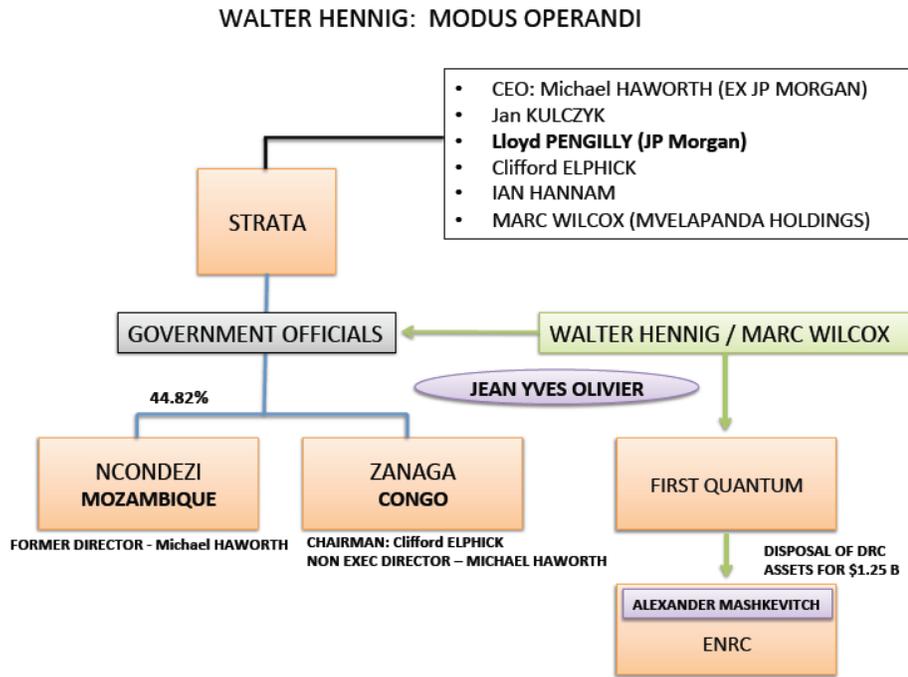
Tokyo Sexwale, fondateur de **Mvelaphanda (Mvela) Holdings**, très impliqué dans la mise en place a déclaré: «Nous avons l'intention de renforcer notre présence déjà forte des investissements en Afrique, en partenariat avec **Och-Ziff** Le partenariat avec Och-Ziff Capital Global en Afrique va nous aider à accélérer la construction de la société d'investissement en Afrique. " Mvela Holdings est une société d'investissement privée fondée en 1998 par Tokyo Sexwale, Mikki Xayiya et Mark Willcox. Mvela Holdings est l'actionnaire majoritaire de Mvelaphanda Groupe et dispose d'un participations importantes dans des Mvelaphanda Ressources.

Walter Hennig est le chef de la direction de la logistique Mvelaphanda.

Mvelaphanda Logistics fait partie du Mvelaphanda Holdings.

Walter Hennig est actuellement sous une enquête de la Serious Fraud Office (SFO) du Royaume-Uni pour son implication dans le scandale Palladino.

Au cours des enquêtes dans le Hennig Palladino prêt Walter a été liée à:



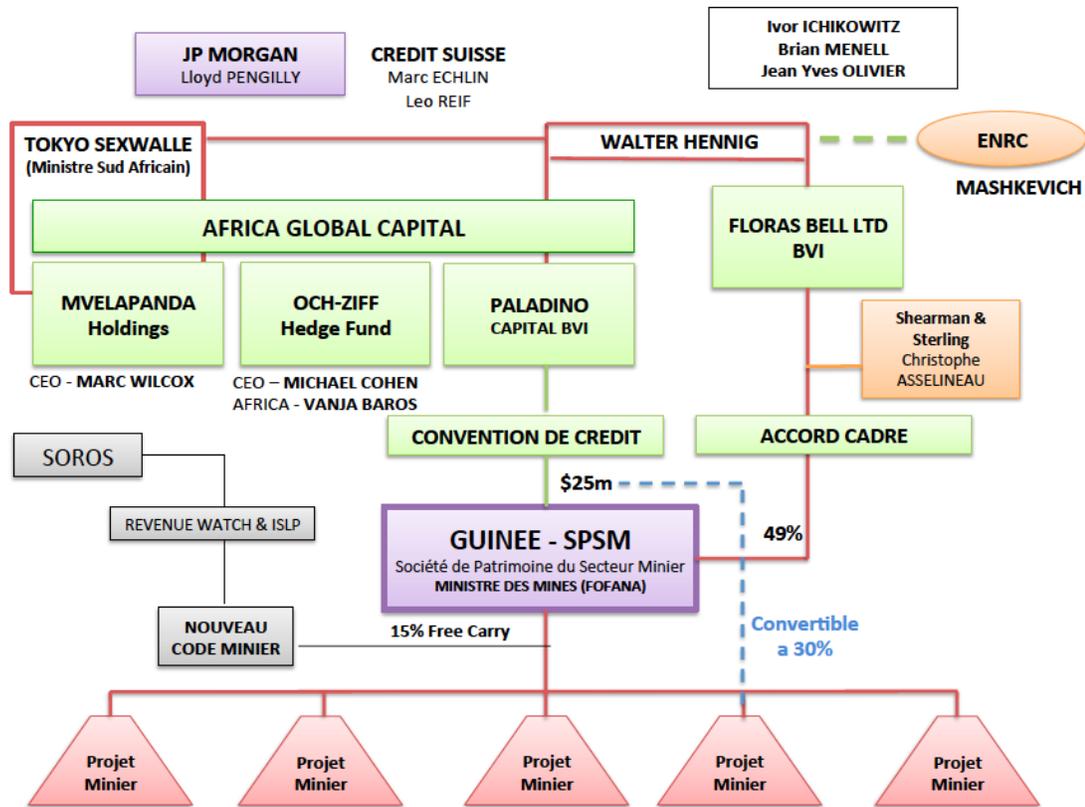
• **Michael**

Haworth, directeur associé de Strata Capital UK

- **Jan Kulczyk**, dit-on, homme le plus riche de la Pologne
- **Lloyd Pengilly** - voir les détails ci-dessous
- **Vanja Baros**, Directeur Afrique du Groupe de **Och-Ziff Capital Management**. Baros a dirigé les opérations Och-Ziff en Afrique en collaboration avec **Walter Hennig** et **Mark Willcox**.
- **Clifford Elphick**, jadis assistant personnel pour Harry Oppenheimer et fondateur de Gem Diamonds
- **Ian Hannam** - Voir détails ci-dessous

Le 19 Juillet 2012, la publication russe Аргументы и Факты (Arguments et faits) ont rapporté que Walter Hennig, par Palladino Capital 2, a fait une série de paiements totalisant 25 millions de dollars pour le fils du président guinéen, Mohammed Condé. Les paiements ont été effectués par Walter Hennig à partir d'un compte ouvert à Turks et Caicos dans un compte détenu par Mohammed Condé à Monaco.

LE SYSTEME PALLADINO



Le Prêt de PALLADIN A SOGUIPAMI (ex- SPSM)

e. Och-Ziff / Daniel Och-Ziff

Och-Ziff Capital Management Group LLC (cotée à la Bourse de New York: OZM) est l'une des plus grandes institutions du monde entier de gestionnaires d'actifs avec des bureaux à New York, Londres, Hong Kong, Tokyo, Pékin et Bangalore. Och-Ziff a plus de 30 milliards de dollars d'actifs sous sa gestion.

Daniel Och, est le président du conseil et chef de la direction de Och-Ziff. Daniel Och est un ami et un partenaire de Tokyo Sexwalle.

En Janvier 2008, Mvelaphanda Holdings et OZ Management LP, une filiale de Och-Ziff et Palladino Holdings Ltd (BVI) annonce la création d'une joint-venture, nommée Africa Management Limited.

Dans le cadre de la joint-venture, Africa Management Limited ils établie African Global Capital, en tant que plate-forme pour investir dans les marchés publics et privés à travers l'Afrique, avec

une préférence pour les ressources naturelles et les activités lie a celles ci. La nouvelle joint-venture destinée à combiner l'infrastructure régionale et l'expertise de Mvela Holdings et Palladino ainsi que l'expertise de gestion d'investissement mondial de la gestion OZ.

African Global Capital se compose principalement des actifs apportés par Mvela Holdings et Palladino, et un engagement en capital des fonds gérés par la Gestion d'OZ pour l'acquisition d'actifs supplémentaires et la poursuite du développement des investissements existants.

C'est sous la structure conçue par le véhicule Palladino que Daniel Och essaye de s'impliquer dans la concession minière guinéenne détenus par Rusal, Hyperdynamics, Vale BSGR, BHP Newmont et Rio Tinto.

f. Les banquiers: Iain Hanam & Lloyd Pengilly

Iain Hanam est un banquier londonien de JPMorgan Cazenove, qui a essayé d'organiser l'OPA de Rusal sur le London Stock Exchange en 2007, mais a échoué. Il a été nommé dans l'affaire Palladino à travers son implication dans la mise en place du prêt avec Walter Hennig.

Lloyd Pengilly un banquier londonien autrefois aussi avec JPMorgan Cazenove est célèbre pour la structuration de transactions de projets de ressources en Europe, Moyen-Orient et l'Afrique en particulier. Il a agi dans un poste de conseiller pour le compte de Walter Hennig au moment de l'affaire Palladino. Il a également été cité dans divers articles de presse comme ayant joué un rôle dans l'élaboration du plan envisagé lors d'une deuxième phase de la stratégie Palladino avec le Gouvernement de la Guinée, si ils réussisse à arracher une part de 30% de la société minière d'État détenant directement jusqu'à 35% d'actions dans tous les projets miniers du pays grâce à leur participation à la société minière gouvernement, SOGUIPAMI. Lloyd Pengilly et son client, Walter Hennig, conçoit le plan par une suite de "flip et OPA» ou leurs actions juteuses serait vendu sur le London Stock Exchange peu après leur être garantie. Pengilly était prêt à souscrire et déposer l'introduction en bourse par JPMorgan Cazenove lorsque le moment propice serait advenu pour cette transaction.

g. Bernard Kouchner

Bernard Kouchner (né le 1er Novembre 1939) est un homme politique français, médecin. Il est co-fondateur de Médecins Sans Frontières (MSF) et Médecins du Monde. De 2007 à 2010, il était le ministre français des Affaires étrangères et européennes dans le gouvernement de centre-droit de Fillon sous la présidence de Nicolas Sarkozy, alors qu'il avait été dans le passé été un ministre dans des gouvernements socialistes. Kouchner est le fondateur en Juin 2011 de "No Borders Consultants" d'ou il gère la construction d'un hôpital pour enfants à Conakry, ainsi que conseille le Président d'établir une assurance maladie nationale.

Les deux hommes sont devenus amis à l'école Turgot à Paris il y a plus d'un demi-siècle et leur amitié est toujours intacte. Pour preuve, Bernard Kouchner a été invité à la cérémonie d'inauguration d'Alpha Condé à Conakry, l'occasion pour le président Condé d'embrasser

publiquement son «frère jumeau», selon Pierre-André Wiltzer, ancien ministre de la Coopération sous Jacques Chirac, qui a assisté à la scène.

Bernard Kouchner a été en Guinée tous les mois au début pour suivre la construction de la maternité à Conakry. C'est son projet. Entièrement financé par des mécènes, comme Sanofi, EDF et Total, pour qui il avait à l'époque a présenté un rapport controversé sur le travail des enfants en Birmanie. Les commanditaires lui paierait même ses billets à destination de Conakry.

Il dit qu'il travaille comme un «bénévole», comme les conseils qu'il donne à son ami Alpha Condé. Il a recommandé en particulier la mise en œuvre d'une sécurité sociale, comme il l'a fait précédemment au Gabon.

Selon le journaliste Antoine Glaser, spécialiste de l'Afrique, les chefs d'Etat africains, tels que Alpha Condé sont «toujours à la recherche de réseaux d'influence parisiens qui sont importantes pour leur image»

Quand à Conakry, Kouchner se déplace dans un véhicule de la présidence. Selon Lama Bangoura, de l'opposition en Guinée, Kouchner est activement en affaires en Guinée.

Pour son ami Alpha Condé, Bernard Kouchner ouvre son carnet d'adresses entier. Selon des informations de source par France Info, Alpha Condé a ainsi pu entrer en contact avec Christine Lagarde au FMI, le milliardaire George Soros ou de Tony Blair, ancien Premier ministre britannique qui conseille d'autres pays africains: la Sierra Leone, le Libéria, le Rwanda, avec qui iKouchner détient un contrat de deux millions de dollars.

Du bénévolat? Certains doutent. Selon Lama Bangoura, un leader de l'opposition guinéenne, Bernard Kouchner a "un bureau dans les locaux de Bolloré à Conakry", il "se déplace dans un véhicule affecté par la Présidence de la République avec des gardes du corps militaires de la garde présidentielle guinéenne» et "a fait et fait des affaires en Guinée."



Kouchner et Condé' lors de l'investiture du Président

h. François de Combret⁴⁸

François de Combret, né le 12 juillet 1941 à Paris, est un banquier d'affaires, ancien associé-gérant de Lazard, "managing director" de FC Finance.

Major de sa promotion au concours d'entrée à l'ENA (1963), François de Combret devient en 1967 magistrat à la Cour des comptes, dont il est conseiller référendaire honoraire.

Lauréat de la Fondation Singer-Polignac, il accomplit au cours de l'année 1969 un voyage autour du monde au retour duquel il publie un livre (Les Trois Brésil, Denoël, 1970).

En 1971, il est appelé comme conseiller au Cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, Ministre de l'Économie et des Finances, qu'il suit à la Présidence de la République en 1974.

Il demeure auprès du Président pendant toute la durée du septennat, d'abord en tant que conseiller pour les affaires économiques et industrielles puis en tant que Secrétaire Général Adjoint de l'Élysée.

Après l'élection présidentielle de 1981, François de Combret est recruté par la banque Lazard. Il passe trois années à New York (1982-1985), au cours desquelles il rencontre Bernard Arnault, futur président de LVMH, qu'il introduit auprès de Lazard pour la prise de contrôle du groupe Boussac. Il est ensuite nommé associé-gérant de Lazard à Paris, fonctions qu'il exercera pendant plus de 20 ans (1985-2005).

Au cours de cette période, il est chargé notamment de conseiller France Télécom, Renault et Aérospatiale pour leur privatisation, et il participe à de nombreuses opérations de fusion-acquisition telles que la création de EADS et de Safran (la maison mère de SAGEM), l'alliance Renault-Nissan ou l'acquisition de YSL par PPR.

En 2005, lors de la vente et de la mise en bourse de Lazard, François de Combret quitte Lazard pour UBS (2006-2009), puis pour Calyon Crédit Agricole CIB (2010-2011), avant de créer la société de conseil financier FC Finance dont il est "managing director".

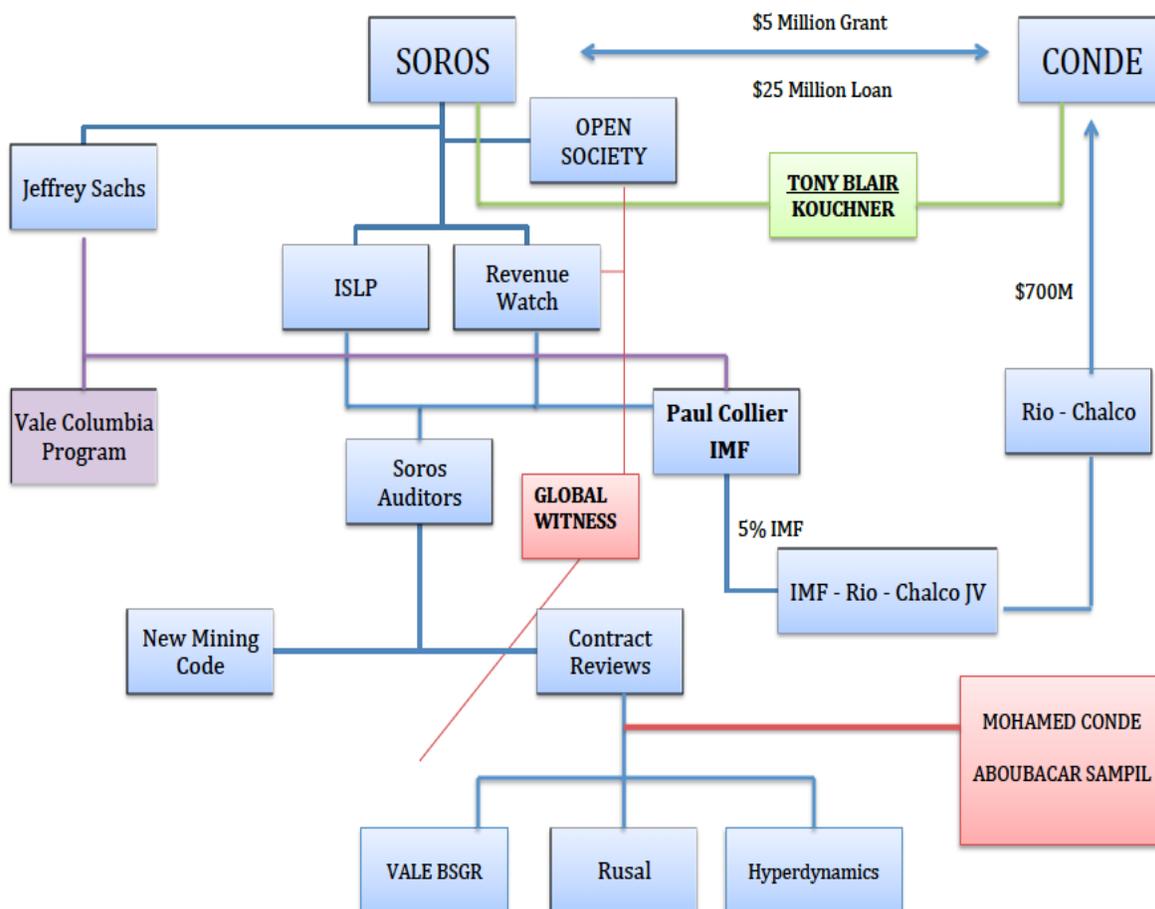
François de Combret est ou a été administrateur notamment de Sanofi, Aérospatiale, SAGEM, Renault, Bouygues Telecom, Nexans, SAFRAN.

De Combret a été un des principaux négociateurs et conseiller d'Alpha Condé à la Convention de règlement controversé avec Rio Tinto, impliquant le paiement de 700 millions de dollars au gouvernement de la Guinée.

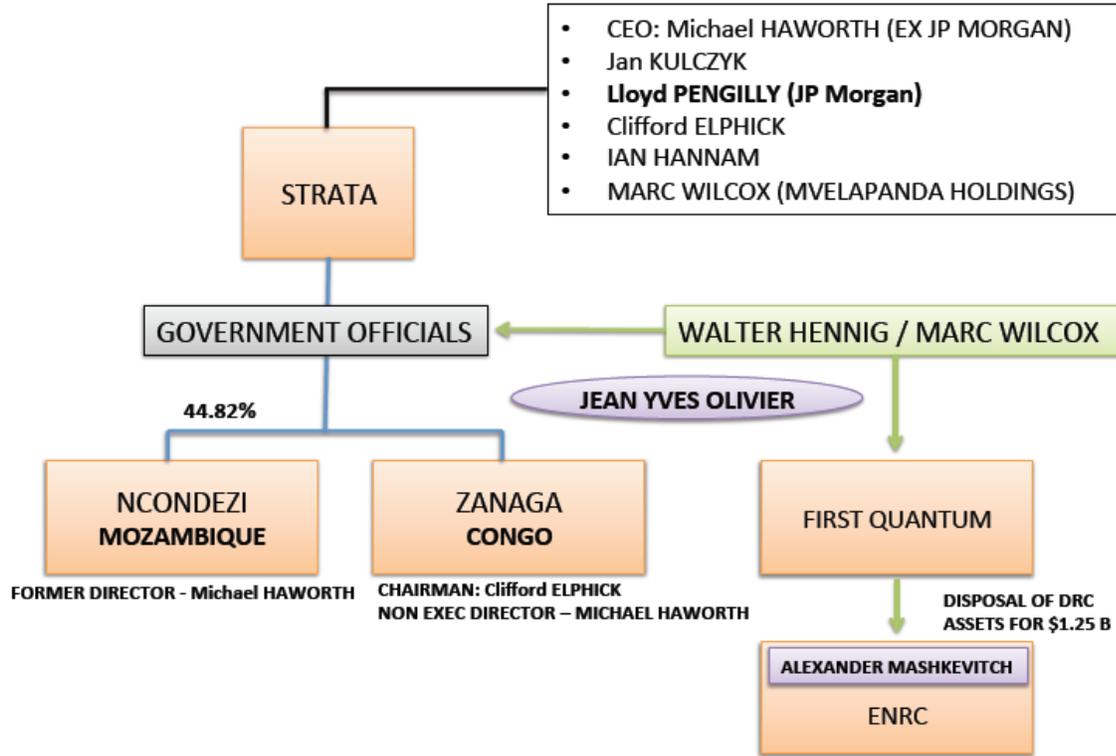
Des sources ont affirmé que George Soros n'aime pas François de Combret et a tenté de l'écartier d'influencer le président sur les questions de l'Etat ou des mines.

⁴⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ois_de_Combret
http://www.lenouveleconomiste.fr/portrait-francois-de-combret-11116/#.UPz3Nyf2_ng

LA REVUE DES CONTRACT MINIER – LE PROCESSUS



WALTER HENNIG: MODUS OPERANDI



5. Les Scandales Qui Ont Entaché Le Secteur Minier Guinéen

A. General

Plusieurs scandales ont éclaté en Guinée en ce qui concerne l'industrie minière, qui ont été largement rapporté dans la presse internationale et montrent que le gouvernement a tenté de nationaliser pour revendre les actifs afin de réaliser un profit hâtivement au profit de l'entourage du Président et notamment de celui de ses bienfaiteurs. Ce faisant, le Président a lancé une croisade contre les miniers qui ont été impliqués dans les projets les plus prometteurs du pays.

Le gouvernement a également utilisé la légitimité d'un code minier nouvellement créé avec l'aide de consultants internationaux tels que Revenue Watch financés par des investisseurs controversée et le philanthrope politique George Soros, afin d'essorer les miniers dans les négociations pour des règlement salées impliquant des centaines de millions de dollars.

B. La Carte des Projets Miniers Guinéen



C. . Scandale de la CIF - Sonangol - Bellzone

L'accord de 7 milliards de dollars en échange de l'exploitation minière et des infrastructures

En Octobre 2009 (avant l'élection de Condé), le gouvernement guinéen annonce un accord de 7 milliards de dollars en échange pour l'exploitation minière et des infrastructures avec une entreprise basée à Hong Kong, le China International Fund (CIF), en partenariat avec la Sonangol angolaise conglomérat appartenant à l'Etat. C'était en 2008, alors que le régime de la junte était diplomatiquement isolée et désespérément en besoin d'argent, que le CIF avait approché Mahmoud Thiam, un banquier d'affaires, qui était alors ministre des Mines de la Guinée, avec une offre de soutien financier urgent.

A ce moment là, le CIF organise que le PDG de Sonangol, le puissant et héritier du Président Eduardo Dos Santos, Manuel Vicente, se rende à Conakry pour le convaincre. Dans les six mois, Thiam avait signé ce qu'il a appelé le «contrat du siècle». Dans une conférence de presse le 10 Octobre 2009, il annonce que CIF investiraient à partir de US \$ 7 à 9 milliards en Guinée. CIF a reçu des droits à explorer trois grandes zones de la Guinée en échange de projets d'infrastructure proposés par le gouvernement. CIF ensuite transfère 100 millions de dollars auprès d'une banque de la Chine représentée à Hong Kong à la Banque centrale de Guinée à titre d'avance sur les projets d'infrastructure qu'ils avaient promis. Thiam a déclaré dans une interview qu'il avait demandé à l'utilisation de 50 millions de dollars pour "appui budgétaire d'urgence" parce que le gouvernement était alors à court d'argent.

Le 21 Octobre 2009, CIF prête au gouvernement guinéen 3,3 millions de dollars pour auditer une entreprise rivale russe, Rusal, qui a une concessions minières qui intéressent la China Sonangol. L'accord de prêt a précisé que CIF recevrait 1,8% de l'argent récupéré de Rusal par le gouvernement guinéen et a été signé par Thiam. Lorsqu'on l'interroge sur la raison de l'obtention d'un financement de China Sonangol pour la vérification, Thiam a déclaré: «c'était le seul endroit où nous pourrions obtenir cet argent." La vérification de UC Rusal a ensuite été complétée par Alexander Stewart International.

En Guinée, quant à lui, la relation CIF avec le nouveau gouvernement démocratiquement élu, qui est arrivé au pouvoir en 2010 semble incertaine. Selon l'agence Reuters la nouvelle administration estime que le contrat CIF avait été annulé mais aucun document officiel a mis en évidence cette évolution à ce jour.

La tentative hostile sur le complexe Simandou par le CIF-Bellzone

En Juin 2010, le CIF a signé un accord pour financer 2,7 milliards de dollars dans les infrastructures liées au développement de la société australienne Bellzone qui propose le développement d'une mine de minerai de fer de 4,45 milliards de dollars à Kalia, en Guinée.

Un article du Sunday Times en date du 6 mai 2012 a révélé que China International Fund («CIF») et Bellzone ont tenté de négocier un accord avec le gouvernement guinéen à l'égard des mines de Simandou.⁴⁹

Selon cet article, en Août 2012, soit quatre mois après Rio Tinto Simfer SA aurait annoncé son accord de règlement avec le gouvernement à l'égard d'un gisement de minerai de Simandou, la CIF et Bellzone lance pour le même gisement Simandou une offre au Gouvernement. Il promettrait ainsi, comme Rio Tinto Simfer SA a, de lui construire un corridor ferroviaire à travers le pays et offre 700 millions de dollars en espèces comme «remboursement anticipé de l'impôt sur l'exploitation minière et du profit».

D. Le scandale Palladino

Les médias internationaux ont indiqué que le 12 Avril 2012, le Ministre des Mines, Mohamed Fofana avait conclu un accord confidentiel concernant un prêt de 25 millions USD avec Palladino Capital (une société contrôlée par Walter Henning et constituée dans les Iles Vierges Britanniques).⁵⁰

Il a été rapporté que le but de cet accord était destiné à financer les dépenses en immobilisations et les autres besoins généraux liées à la création, le fonctionnement et les activités de la compagnie minière nationale, SOGUIPAMI, ⁵¹le taux d'intérêt sur le prêt étant ainsi plus élevées que la valeur marchande.⁵²

Comme indiqué dans le Sunday Times, ce contrat de prêt prévoyait que, en cas de défaut, Palladino aurait le droit de convertir le montant qui lui est dû en une participation à hauteur de 30% dans la SOGUIPAMI qui prévoyait détenir un droit de 15% dans le capital de toutes sociétés minières titulaires de permis en Guinée en vertu du nouveau Code minier en plus d'une option supplémentaire de 20% au prix du marché.⁵³ Un tel système enfreint deux règles budgétaires obligatoires qui interdisent le déclenchement et le droit civil qui appellent une décision par un tribunal de transférer le gage au créancier.

⁴⁹ Sunday Times, "Chinese eye Rio's African jewel; Syndicate of Hong Kong tycoons hatches secret plan to snatch world's untapped iron ore reserve from Rio Tinto, 6 May 2012

⁵⁰ The Sunday Times, "Secret Deals Threatens Big Miners", 3 June 2012; Business Day, "Why Genuine Miners Avoid Guinea", "Wheeling and Dealing in Guinea", June 2012; Reuters, "Guinea to pay back \$25 mln Palladino loan", 20 June 2012; Kaloumpresse, "Yansané announces the cancellation of the deal between Guinea and Palladino", 19 June 2012; Ventures Africa, "Guinea – Palladino Capital agrees \$25m loan Pay Back Terms, 20 June 2012; The Independent, "African Deal for Mines is Scrapped as Valuation Fears Mount", 23 June 2012; The Sunday Times, "Sweetheart Deals" sour Guinea's plan for Mining", 22 July 2012; NAPSI, "Backroom Deals Threaten American Interests, July 2012; The Australian, "BHP Billinton to put its Mount Nimba Iron ore project in Guinea up for sale", 16 July 2012; Russian "Bek", "Two faced Tokyo", 19 July 2012

⁵¹ Kaloumpresse, "Yansané announces the cancellation of the deal between Guinea and Palladino", 19 June 2012

⁵² Business Day, "Why Genuine Miners Avoid Guinea", June 2012

⁵³ The Independent, "African Deal for Mines is scrapped as valuation Fears Mount", 23 June 2012

Palladino est dit avoir réfuté le rapport de presse⁵⁴, mais est à l'étude par la Serious Fraud Office (SFO). L'opération a aussi donné lieu à une enquête de la Banque mondiale⁵⁵ et le gouvernement et Palladino ont dû renoncer à leur disposition.⁵⁶

En Juillet 2012, le bureau du président a annoncé que la SOGUIPAMI avait remboursé le prêt de 25 millions de dollars dans son intégralité à Palladino, avec 925 000 \$ d'intérêts.

L'affaire reste une question délicate car elle implique des piliers du régime de Condé comme le ministre des Finances, Kerfalla Yansané et le ministre des mines Mohamed Lamine Fofana. Le Ministre sud-africain Tokyo Sexwale est également impliqué à travers ses liens d'affaires étroits avec Walter Hennig.

Enfin, Ahmed Kanté, l'actuel directeur de la Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI) est également impliqué dans l'affaire. Ce cadre ancienne de la banque centrale a été conseiller spécial sur le secteur minier, un rang égal au ministre par Alpha Condé avant de diriger la SOGUIPAMI⁵⁷.

En Avril 2011 Walter Hennig a conclu un accord secret avec Alpha Condé qui a le potentiel de transférer des milliards de dollars d'actifs miniers appartenant à des sociétés allant de BHP Billiton Newmont, Rio Tinto Rusal vers l'intermédiaire Sud Africain Palladino Capital. L'accord comprend un prêt de 25 millions de dollars au gouvernement guinéen pour financer le démarrage d'une entreprise minière d'État de en Guinée (la SOGUIPAMI sera établi 4 mois plus tard en Août 2011). Derrière Walter Hennig et l'accord de 25 millions de dollars de prêt, sont Sexwale, Mark Willcox, le directeur général du groupe Mvelaphanda, et plusieurs autres hommes d'affaires d'Afrique du Sud, de Pologne ou encore d'extraction Britannique. L'accord a été signé par le ministre des Finances Guineen, Kerfalla Yansané, le ministre des Mines, Mohamed Lamine Fofana et Samuel Mebiane, qui a été répertorié comme un «mandataire» pour Palladino. Ce prêt de 25 millions de dollars n'a jamais été révélé publiquement aux Guinéens, ou été coché dans le budget national. L'argent aurait disparu. Les modalités de l'emprunt comprennent une clause de défaut, ou le prêteur pu se voir attribuer une participation juteuse de 30 pour cent dans la société minière d'État (plus tard appelé SOGUIPAMI). Une part de trente pour cent est particulièrement important étant donné le code minier de la Guinée nouvelle, qui après avoir été conçu par des conseillers du milliardaire George Soros et avec l'aide du propriétaire commerçant de Palladino, le Sud Africain Walter Hennig. Après que le code avait été adopté en Septembre 2011 (5 mois après la signature du prêt Palladino), le Président met en place une commission chargée d'examiner le traité frappé durant les jours chaotiques entre la fin de la dictature en 2008 et Condé arrive au pouvoir. Il a également donné à la société minière d'État le droit de prendre 15% de toutes les mines dans le pays gratuitement, en plus d'une option supplémentaire de 20% aux taux du marché.

L'exposition de cette affaire a choqué l'industrie minière et le peuple guinéen.

⁵⁴ Reuters, "Guinea to pay back \$25 mln Palladino loan", 20 June 2012

⁵⁵ The Australian, "BHP Billinton to put its Mount Nimba Iron ore project in Guinea up for sale", July 2012

⁵⁶ Kaloumpresse, "Yansané announces the cancellation of the deal between Guinea and Palladino", 19 June 2012; See also: Russian "Bek", "Two faced Tokyo", 19 July 2012

⁵⁷ The Africa Report, 19 Nov 2012 : [Guinea: Ahmed Kanté leads charge for a greater state role in mining](#)

E. Le Scandale AIOG avec l'Arrivée des Chinois par la porte Arrière

Tel que rapporté par Africa Mining Intelligence, le gouvernement de la Guinée, actionnaire de 51% de Simfer (les 49% restant étant détenus par Rio Tinto, Chinalco et la Société financière internationale («SFI»)), a demandé au Groupe African Iron Ore ("AIOG »), une société junior cotée sur l'AIM de Londres et dirigée par Ethelbert Cooper à fournir les fonds nécessaires à la construction du chemin de fer Transguineen et le port en eaux profondes.⁵⁸

En échange la République aurait accepté de fournir à AIOG 40% de sa participation de ses 51% dans SPV Simfer.⁵⁹

Selon Africa Mining Intelligence, l'accord avec AIOG déclenche une enquête par la SFI car elle a estimé que le contrat avait été attribué sans appel d'offres et la contrepartie convenue offert par le gouvernement pour le financement AIOG était très excessif.

Une présentation d'entreprise diffusé par l'International Mining Plc et de l'Infrastructure Corporation (IMIC) indique que IMIC aurait par la suite conclu un accord de partenariat stratégique avec AIOG par IMIC qui lui aurait accordé une option d'acquérir jusqu'à 90% de AIOG dès 2017.⁶⁰

Décembre 2011 - AIOG et SOGUIPAMI formé une joint venture dénommée IMG. La SOGUIPAMI detient 60% et AIOG 40% dans IMG. IMG détiendra 51% des intérêts de la Guinée en SPV Simfer à Simandou

Avril 2012 - Ahmed Kanté, est nommé directeur général à plein temps de la SOGUIPAMI.

Dans la même période, IMIC annonce 3 accords signé avec des entreprises chinoises:

19 Avril 2012 - avec **China Railway Group Limited**

23 Avril 2012 - avec **China Machinery Engineering Corporation (CMEC)**

24 Avril 2012 - avec **Metallurgical of China Limited.**

Mai 2012 - délégation Soguipami visiter Archéen la société indienne basée à Dubaï et Chennai

Août 2012 - SOGUIPAMI signe un protocole d'entente avec la Chine Gezhouba Group International Engineering Co. Ltd (CGGC)

Juillet 2012 - SOGUIPAMI signe un protocole d'entente en Chine avec la direction de de bon Auspicious Team Investments Ltd.

⁵⁸ Africa Mining Intelligence, "Simandou: Why the IFC frowns on AIOG", September 2012

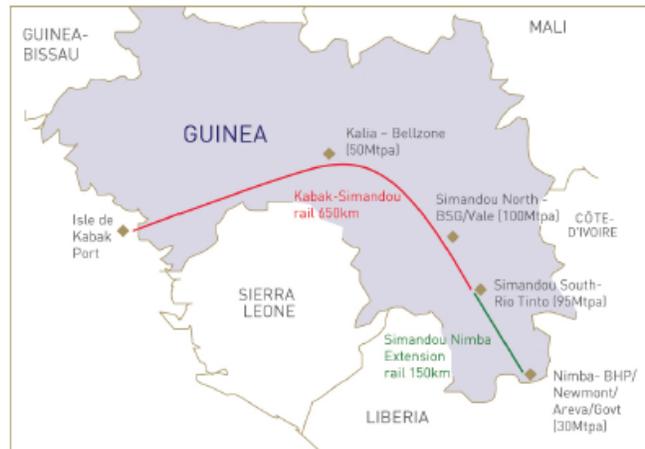
⁵⁹ <http://www.miningweekly.com/article/poverty-in-guinea-as-mine-wrangle-stalls-simandou-bonanza-2012-12-12>

⁶⁰ <http://www.imicplc.com/news/archive.aspx>

La Proposition d'AIOG au Gouvernement Guineen

Project 1 - Simandou South Mining & Related Infrastructure

- Rio Tinto's Simandou South iron ore project is one of the world's largest undeveloped iron ore deposits
- Contains one of the highest-grade and largest single hematite iron ore deposits
- Development of the project includes largest mining related infrastructure project ever developed in Africa
- Overall total project cost, including infrastructure development, estimated at US \$10Bn
- Commercial iron ore deliveries scheduled to commence in mid-2015
- At full production, Simandou South is expected to produce 95Mtpa



Potential annual tonnage production which could be unlocked by rail

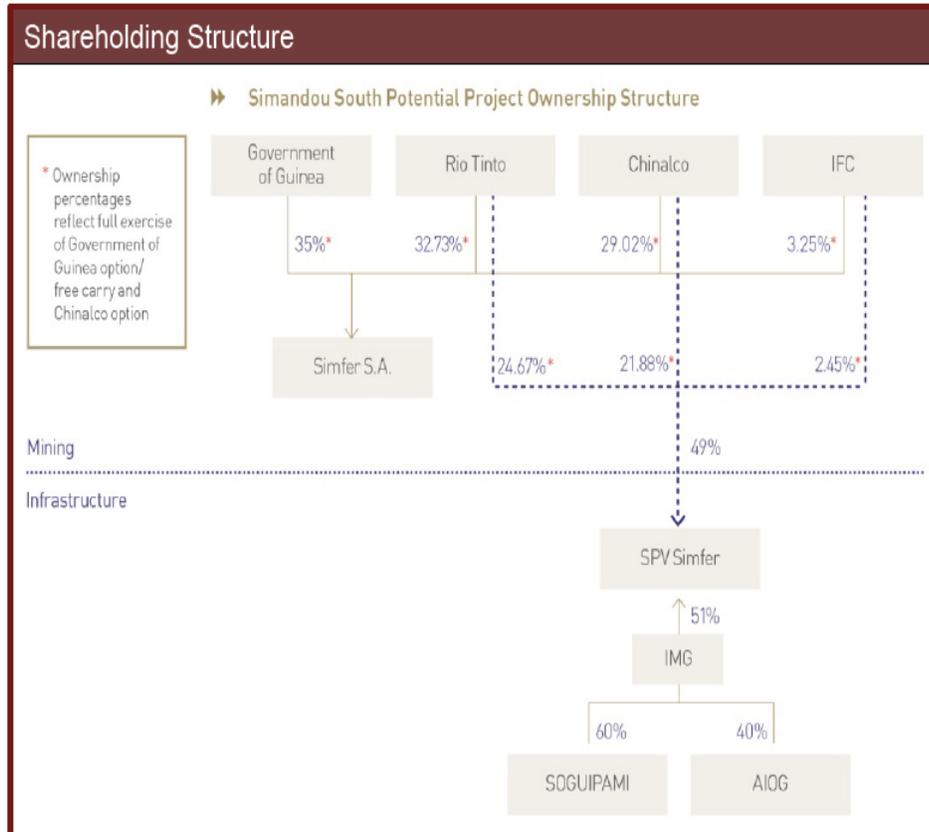
- Kalia - 50 million
- Simandou North - 100 million
- Simandou South - 95 million
- Nimba - 30 million
- Total - 275 million

— Planned railway for Simandou South project
 — Potential unified national rail route



La Structure De L'offre Après La Mise En Œuvre Du Nouveau Code Minier

IMIC & AIOG's First Joint Project: Ownership Structure



F. Le scandale BTG Pactual

Roger Agnelli, le PDG de Vale entre 2001 et 2011, et la banque d'investissement BTG Pactual (contrôlée par André Esteves) en 2012 ont adressé une offre à la République de Guinée de devenir son conseiller financier exclusif dans toutes les transactions avec les investisseurs impliquant l'ensemble du complexe Simandou (le projet de Rio Tinto et celui de Vale) . BTG Pactual a également offert des services de conseils à l'égard de la restructuration des actifs miniers de la République.

Pour mener à bien les discussions, Mohamed Condé, fils de président par intérim Condé aurait voyagé au Brésil dans un jet privé en compagnie du ministre des Mines, Mohamed Lamine Fofana, ministre des travaux publics et des transports Ousmane Bah et Mamadi Condé en charge de l'administration et le contrôle des grands projets. Mohamed Condé aurait agi comme intermédiaire entre le gouvernement guinéen et BTG Pactual.

Tel que rapporté dans la presse, "le hic, c'est le formulaire de paiement proposé par la Banque du Brésil: en espèces ou des actifs non monétaires, tels que les réserves minérales ou une partie du chemins de fer ou des ports. Comme le gouvernement est confronté à une grave pénurie, il est plus probable que BTG paierait avec ces gisements ".

Cela a incité Vale ensuite à mettre BTG Pactual en demeure et de s'abstenir de s'ingérer délictuellement à ses droits.⁶¹

⁶¹ Exame Brazil, "Army officials on the streets of Guinea's capital: A typical and sad African image", 19 September 2012

Africa Mining Intelligence, "President's son promotes Guinea-Brazil ties", September 2012

Reuters, "Vale faces talks with former CEO Agnelli and USD 2bn outlays to stay in Simandou, Guinea iron ore project: Report", 14 September 2012;

G. L'affaire Rusal et Alpha Condé

Le nouveau gouvernement de la Guinée sous Alpha Condé, a retourné à la vieille querelle avec RusAl concernant le projet bauxite Friguia et son complexe d'alumine. La Guinée pourrait déposer une plainte contre Rusal pour \$ 1 milliard. Le gouvernement prétend que c'est la somme que l'Etat a perdu à la suite de l'acquisition illégitime de Rusal de la raffinerie.

L'usine de Rusal-Friguia produit 2,1 millions de tonnes de bauxite par an, ce qui couvre 15,3% de la production nette de Rusal en 2010. Rusal a acquis l'usine pour 19 millions de dollars.

Après que le capitaine Moussa Camara a pris le pouvoir en Guinée en Septembre 2009, un tribunal guinéen a décidé que l'affaire avait été illégitime en 2006, parce que le gouvernement d'alors avait vendu à la raffinerie de RusAl au prix beaucoup plus bas que son coût estimé (257 millions \$). L'administration Camara a fait une enquête sur les opérations de Rusal. La société a été confrontée à des sanctions de 860m \$ pour évasion fiscale et le non-paiement des redevances. Plus tard, la somme a été arrondi à 1 milliard \$. En Décembre 2009, le Capt Camara a subi la tentative d'assassinat sur sa vie et a du fuire le pays. En Mars 2010, le tribunal guinéen en appelation a annulé la décision de la décision juridique précédente sur l'illégitimité de l'acquisition de Friguia.

En Novembre 2010, le gouvernement de la Guinée en Afrique de l'Ouest change: Alpha Condé, leader du Rassemblement du Peuple de Guinée, prend le pouvoir. En Avril 2011, le nouveau gouvernement décidé néanmoins de revenir une fois de plus sur les transactions minières. Rio Tinto, l'un des leaders mondiaux de l'exploitation minière, qui est engagé dans le minerai de fer de Simandou, accepte de déboursier 700 millions de dollars et de transférer 35% des actions du projet au gouvernement (dont 15% a titre gratuit).

Mais Rusal a déjà pris des mesures préventives. En Juillet 2011 elle demande à la Cour internationale d'arbitrage basée à Paris, d'examiner le différend entre le propriétaire de l'entreprise et le gouvernement. Comme en 2009, Rusal veut à nouveau se référer à l'arbitrage de la Cour internationale⁶².

En Avril 2011 - Le président Alpha Condé fourni le rapport préparé par Alex Stewart International à l'envoyé russe à la Guinée, Alexander Bregadze. Le rapport appelle RusAl à payer près de 1 milliard de dollars en compensation pour la perte de revenus liés à la privatisation de Friguia en 2006.

Le même jour, une réunion entre Condé et une délégation russe dirigée par ministre des Ressources naturelles Iouri Troutnev tourne plutôt frigidement parce que le président refuse de recevoir Oleg Deripaska, patron de Rusal.

⁶² <http://rusmafiozi-eng.blogspot.co.il/2011/08/rusal-tries-to-move-friguia-case-to-icc.html>

Une autre source affirme que les problèmes de la Guinée sont devenus personnelle entre Condé et Deripaska après la fermeture l'incident d'Avril, et que Deripaska aurait sollicité l'appui de l'épouse de Condé, **Djene Kaba Condé**.

Il est à noter que Alex Stewart International (ASI) avait d'abord été mandaté de livrer ce rapport par l'ancien ministre guinéen des mines, Mahmoud Thiam, au début de Janvier 2010. Et qu'il a été financé par moyen d'un prêt dédié de 3,3 millions \$ par la société chinoise CIF au gouvernement. Il n'y a aucune indication si ce prêt avait par ailleurs été remboursé depuis par l'Administration.

Rusal a déclaré à maintes reprises que la raffinerie a été légitimement acquise, mais les négociations sur son statut sont en cours. Il semble que le fils du président, Mohamed Condé et son partenaire Aboubacar Sampil ont eu un très vif intérêt dans les négociations. En Mars 2012, des sources bien informées de la Présidence de la République et une information corroborée par Africa Intelligence (dans sa revue nr. 264), qu'Alpha Condé aurait secrètement envisagé d'accorder la gestion de Friguia aux Emirats Arabes Unis, sans passer par un processus d'appel d'offres, ce qui lui permettrait d'obtenir des centaines de millions de dollars via des pots de vin. Ce dernier semble d'ailleurs avoir été une idée conçue par Mohamed Condé.⁶³

Alpha Condé semble également décidé de révoquer la concession russe pour le plus grand gisement de bauxite mines non exploitée, Dian-Dian, et tente de "d'intimider" Rusal, basé sur les revendications d'arriérés d'impôt et de la fraude, les intérêts et les pénalités, pour environ 1 milliard \$.

En **Septembre 2011** – Des Rapports ont toutefois prétendu que Oleg Deripaska pourrait avoir conclu un accord avec le président Alpha Condé en direct afin de mettre fin aux prétentions du gouvernement guinéen contre Rusal United Company. Les conditions de la transaction restent toutefois secrètes. L'accord a été apparemment organisé par Mohamed Condé lui-même.



L'avion Russe

Oleg Deripaska a apparemment fourni au président Condé l'utilisation de son jet privé lors de voyages internationaux.

⁶³ ⁶³ http://guinee58.com/index.php?option=com_content&view=article&id=4406:exclusif-alpha-conde-compte-brader-lusine-dalumine-de-fria-au-fonds-dinvestissements-des-emirats-arabes-unis&catid=34:politique&Itemid=54
⁶³ <http://www.businessinsider.com/president-Condé-issues-multi-billion-dollar-ultimatum-to-rusal-alcoa-rio-tinto-and-chinese-in-new-race-for-rusal-assets-in-guinea-2011-7>
<http://az-china.com/blackchinablog/?p=1540>
⁶³ Read more: <http://johnhelmer.net/?p=5803#ixzz1Wj1V7q30>
see also: <http://guineaoye.wordpress.com/2011/09/01/as-guineas-mining-world-turns-rusals-deripaska-makes-secret-deal-with-Condé/>
⁶³ <http://www.africaguinee.com/index.php?monAction=detailNews&id=10466>

H. Le scandale de la compagnie minière de bauxite, CBG avec Mubadala (UAE)

L'alliance d'Alcoa et Rio Tinto détient une concession minière de bauxite en Guinée, dans la partie où la capacité est la plus grande pour la mine de Boké. La société Alcoa est présente en Guinée en tant qu'actionnaire à la hauteur de 45% pour Halco Mining, une société qui détient 51% de la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG). CBG, en partenariat avec le gouvernement de la Guinée, a des droits exclusifs d'exploitation de bauxite dans le Plateau de la Guinée, Sangarédi. En plus de l'exploitation minière dans Sangarédi, la CBG contrôle le port de Kamsar pour le séchage et le transport de bauxite vers les raffineries à travers le monde.

Alcoa, partenaire à part entière avec une participation de 45% dans Halco ,Canada Alcan, maintenant Rio Tinto Alcan, depuis l'acquisition de ce dernier en 2007 par Rio Tinto. Les opérations de la CBG sont plus grandes que Rusal en Guinée, et sont les plus importantes dans le monde du bauxite.

Mohamed Alpha Condé et Aboubacar Sampil ont élaboré un plan de vente à la hauteur de 23% , des 49% appartenant au gouvernement de la Guinée, à la Compagnie de Développement de Mubadala. L'affaire a été faite avec l'approbation du président Condé. Le 12 Novembre 2011, le ministre Mohamed Lamine Fofana et Waleed Al Mokarrab Al Muhairi, directeur de opérations pour la compagnie émiratie de Développement de Mubadala , ont signé un contrat pour un programme d'investissement et de développement au sujet des ressources naturelles en Guinée. Un contrat qui vise en réalité les 49% de la participation de l'Etat guinéen dans la part de la CBG. Il en résulte donc, de la part des autres actionnaires de la CBG, à savoir Alcoa et Rio Tinto Alcan, une tentative de retournement de l'actif par l'entourage du président, Mohamed Alpha Condé et ses partenaires Aboubacar Sampil, qui a pu vraisemblablement être arrêtée in extremis.

Cependant, les développements récents ont montré qu'il y avait d'autres voies pour le fils du président de bénéficier de ses relations établies avec la compagnie MDC, et de s'engager dans une autre affaire. Par ailleurs, le 13 Novembre 2012, la République de Guinée et la société de Développement de Mubadala ont annoncé un nouvel accord de collaboration, ayant permis à la MDC « compagnie basée a Abu Dhabi et spécialisée dans le développement et les investissements stratégiques », d'explorer de nouveaux investissements et partenariats dans des secteurs stratégiques tels que le bauxite, l'alumine et minerai de fer. En outre, le 4 Novembre 2012, Reuters a signalé que la CBG a signé un contrat d'approvisionnement à long terme avec la société UAE pour la fourniture de bauxite. Bien que les partenaires n'ont pas fait état de la durée ou de la valeur du contrat qui a été conclu entre la CBG et les Emirats, via le fond d'investissement de la compagnie de développement de Mubadala, le ministre des Mines guinéen Mohamed Lamine Fofana a fait savoir, lors d'une cérémonie à Abu Dhabi, que l'accord ajouterait 500 millions de dollars au produit intérieur Brut (PIB) en Guinée.⁶⁴

⁶⁴ ⁶⁴ <http://www.businessinsider.com/president-Condé-issues-multi-billion-dollar-ultimatum-to-rusal--alcoa-rio-tinto-and-chinese-in-new-race-for-rusal-assets-in-guinea-2011-7> ;

Tony Blair et Associés, le conseil privé de l'ancien Premier ministre britannique, opère en tant que **cabinet de conseil auprès de la Société de Développement de Mubadala** basée à Abou Dhabi tandis que l'organisation a découvert plusieurs contrats lucratifs sur les minéraux avec le gouvernement guinéen depuis l'arrivée au pouvoir d'Alpha Condé. En 2012, un contrat d'approvisionnement majeur de bauxite a été signé avec la compagnie d'Etat, qui détient 49% dans la part appartenant au groupe CBG

Il peut être rappelé que Tony Blair, par son **initiative de gouvernance en Afrique**, est un proche **conseiller du président guinéen** et a été régulièrement en visite en Guinée depuis l'élection d'Alpha Condé. Tony Blair **s'est rendu pas moins de six fois en Guinée, depuis l'été 2011**. Plus récemment, le 13 janvier dernier, il a rencontré le Président guinéen en vol, alors en route pour la Sierra Leone. Son employée, **Shruti Mehrotra, directrice de l'Initiative de Tony Blair en Guinée, travaille directement avec Alpha Condé, dont elle partage le bureau de la Présidence. Shruti Mehrotra, rappelons-le, avait déjà travaillé pour Global .Witness, l'organisation financée par George Soros.**⁶⁵

See also http://forum.boubah.com/forum_posts.asp?TID=15283

⁶⁴See MDC Press Release, 13 Nov 2012:

http://mubadala.ae/media/news/republic_of_guinea_and_mubadala_development_company_announce_collaborative_agreement

⁶⁴ Reuters, 4 November 2012, "Guinea and UAE sign Bauxite Deal",

<http://www.reuters.com/article/2012/11/04/us-cbg-uae-supply-idUSBRE8A203Z20121104>

⁶⁵ The Independent, 26 Jan 2013: "Blairs Repeated Trips Raise Eyebrows":

<http://www.independent.co.uk/news/business/comment/jim-armitage-blairs-repeated-guinea-trips-raise-eyebrows-over-his-connections-8467931.html>

Africa Intelligence, 15 Nov 2012, *Insiders Mining: Alpha Conde, an all-powerful miner President*

7. Conclusion

Ce rapport spécial a eu pour but de décrire et d'analyser les mesures prises délibérément par Alpha Condé et son proche entourage, y compris les membres de sa famille, mais aussi les fonctionnaires du gouvernement et les investisseurs privés, notamment en Afrique du Sud, pour remporter le scrutin de l'élection présidentielle de 2010 en échange de récompenses pécuniaires versées sous la forme d'actifs liquides ou d'exploitation minière à ses bienfaiteurs.

L'analyse a clairement démontré qu'Alpha Condé a pris le soin de tout préméditer afin de contrôler les institutions électorales (la CENI), le registre électoral (Waymark) et l'ensemble du processus électoral avec l'aide de puissants bailleurs de fonds sud-africains et les services secrets d'Afrique du Sud, le SAAS.

En outre, la stratégie d'Alpha Condé consistait également de s'aliéner de toute concurrence lors des deux tours des élections, grâce à l'appui du président et chef de la Transition d'état-major de l'armée, le général Sékouba Konaté, que Condé contrôlait en échange d'un paiement de plusieurs millions de dollars.

De fortes preuves suggèrent que le même modus operandi et les personnes impliquées dans la garantie de la victoire d'Alpha Condé lors de l'élection présidentielle de 2010, tenteraient de faire de leur mieux afin de l'aider à s'emparer du pouvoir majoritaire aux prochaines élections législatives, qui sont maintenant annoncées, le 12 mai 2013, et ce, en dépit des protestations de la part des partis d'Opposition.

L'analyse a également démontré qu'Alpha Condé avec l'aide de son fils, Mohamed Alpha Condé et Aboubacar Sampil, ont réussi à faire d'importants gains de capitaux privés provenant des ressources naturelles de la Guinée, par un processus de «revente» des actifs miniers guinéens au détriment du peuple de Guinée. Aboubacar (Bouba) Sampil, un entrepreneur privé, a été la clé pour restructurer et masquer les gains financiers des sociétés étrangères dans lesquelles il est administrateur.

En outre, le présent rapport a également identifié de nombreuses activités suspectes et a mis en évidence le modus operandi de Condé. Cela devrait faire l'objet d'une enquête plus approfondie. Des actions illégales, envers les entreprises minières afin de les presser de leurs actifs en échange de gains financiers ont été effectués tout au long de la présidence, et devraient nécessiter d'une enquête plus approfondie.

Acronymes

African Mining Intelligence (AMI)

ASI - Alex Stewart International

BEE - Black Economic Empowerment

BVI – British Virgin Islands, Offshore Tax Free Companies

CBG - Compagnie des Bauxites de Guinée

CBG - Compagnie des Bauxites de Guinée

CENI - Commission Electorale Nationale Indépendante (National Independent Electoral Commission - INEC)

ECOWAS – Economic Community of West African States

IFC – International Finance Corporation (a World Bank group)

IMF – International Monetary Fund

HIPC - Heavily Indebted Poor Countries \ PPTE - Pays Pauvres Très Endettés

NTC- National Transitional Council \ CNT - Conseil National de la Transition

OIF - l'Organisation internationale de la Francophonie

OPIC - Overseas Private Investment Corporation

PNUD - Programme des Nations unies pour le développement (UNDP)

RPG- Rally of the Guinean People

SOGUIPAMI - Société Guinéenne du Patrimoine Minier (ex SPSM)

SFO – Serious Fraud Office

SPSM - Société du Patrimoine du secteur minier Guinéen – Guinea Heritage Mining Company

UFDG - Union des forces démocratiques de Guinée, party of Cellou Dalein Diallo

UFDG - l'Union des forces démocratiques de Guinée (Union of Democratic Forces of Guinea)

UFR - l'Union des forces républicaines

UFR - Union des forces républicaines, party of Sidya Touré

UNDP – United Nations Development Program

Union of Republican Forces (URF)

UNOWA - United Nations Office for West Africa

WB – World Bank